

Tribune socialiste

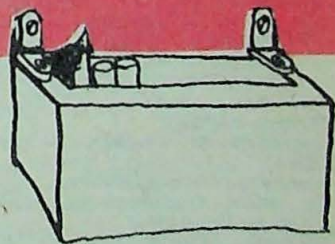
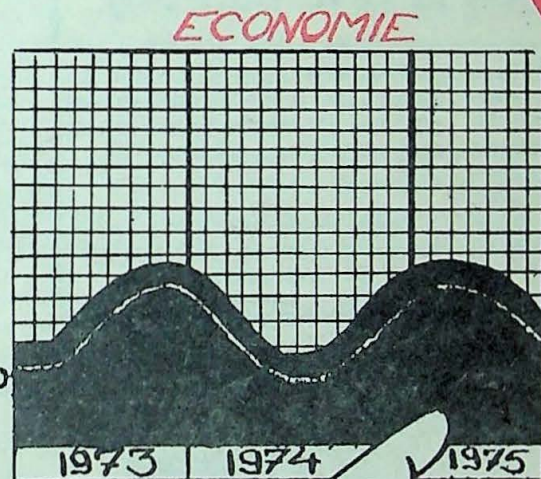
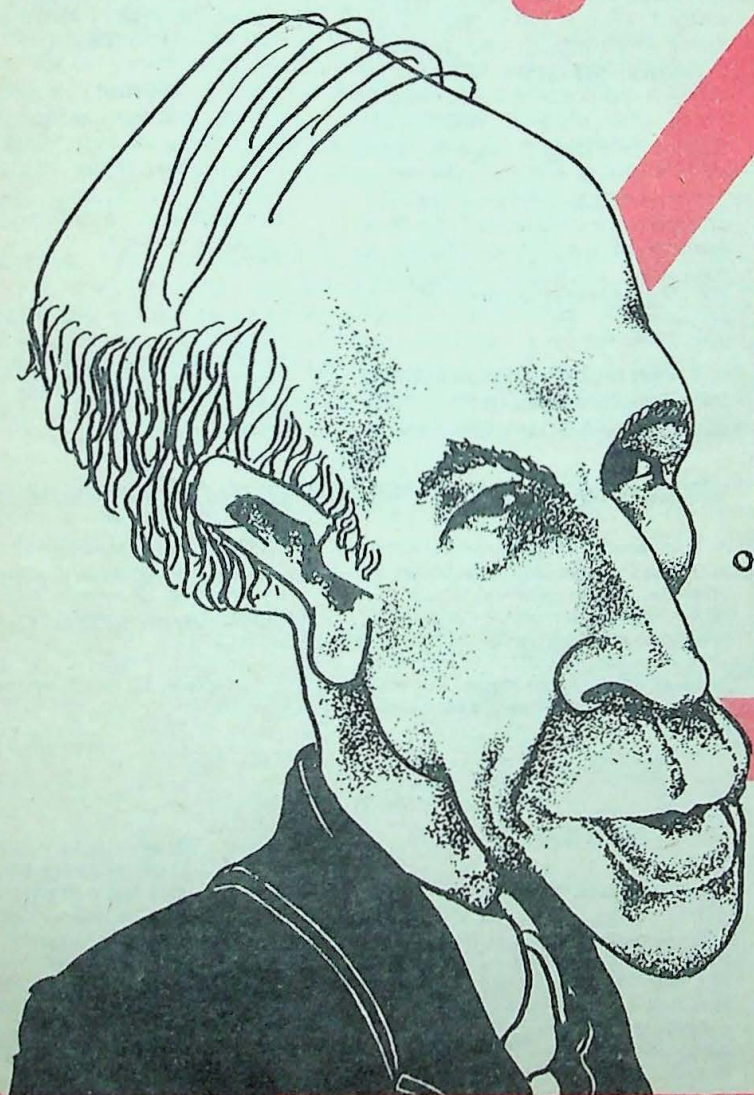
ts

**Vietnam
après
la victoire**



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50
n° 656 du 10 au 17 mai 1975

non à la relance... du chômage



Demoulin

Sommaire

- GISCARD : la relance... du chômage p. 4
- TEPPAZ : on fabrique, on vend p. 5
- IMMIGRES : une cité de transit p. 6
- LAID MOUSSA : une exécution politique . p. 7
- USINOR : après les sourires, la matraque p. 7
- NUCLEAIRE : les vrais irresponsables (la suite de l'étude de Ph. Roqueplo) p. 8-9
- ETUDIANTS : après le congrès du MARC p. 10
- SANTE : une clinique au-dessus de tout soupçon p. 11
- ARMEE : le combat des insoumis p. 11
- MAROC : la bonne occase p. 13
- CHYPRE : la marche vers l'indépendance p. 14
- VIETNAM : après la victoire p. 15

Calendrier politique

● MEETINGS PSU

Le 13 mai à Tarbes (Mousel-le Toquin) le 14 mai à Reims (G. Petiot), à Montauban (Mousel-le Toquin), le 15 mai à Toulouse (Mousel-le Toquin), le 16 mai à Rennes (Leduc), à Pont-Audemer (G. Petiot) les 16-17 mai, CNA inter-régionale à Nantes.

Meeting PSU de la 6ème section de Paris : « Face à l'austérité quelle offensive » ? Mercredi 14 mai, à 20 h 30, 44, rue de Rennes avec Pascal Gollet, secrétaire national

Vient de paraître

une brochure sur l'Institut ouvrier (propositions de la CNE du PSU)

La conférence nationale entreprise a discuté des perspectives que présente la constitution d'un Institut ouvrier. Le PSU publie une brochure sur ce problème afin que l'ensemble des camarades du parti puissent en discuter. En introduction, on trouve un préambule du secrétariat de la CNE. La deuxième partie est

composée des propositions qui ont été faites. En conclusion, la motion de la CNE qui fixe les grandes lignes des perspectives du parti dans ce secteur.

Passer les commandes à Syros, 9, rue Borromée 75015 Paris 2 F 50 l'exemplaire.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN
Rédaction : 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Rédaction en chef : Philippe MARIELLE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTO-COMPOSITION-75009 PARIS
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.

Courrier



● un prix rebutant ?

Lorsque TS représente la première forme de contact avec des personnes susceptibles de s'intéresser aux orientations du PSU, son prix n'est-il pas trop rebutant ? C'est un détail qui a son importance dans une région comme la nôtre, gravement touchée par le chômage.

Bientôt les vacances... D.C.L.

En 1974, 1 500 participants aux différents séjours, en France et à l'étranger, organisés par Découverte, Culture... Loisirs ! Cette année combien ?

Qui n'a pas envie de voir de plus près ce qui se passe au Portugal, au Liban, à Chypre... ? Qui n'a pas envie d'apprécier sur le terrain les diverses expériences socialistes (CHINE, ALBANIE, URSS, YUGOSLAVIE...) ?

Bien sûr il existe un tas d'associations et d'agences de voyages qui vendent du Portugal, du Pérou, de l'Algérie... etc. Il existe aussi la solution individuelle : trouver un charter pas cher, et ensuite se débrouiller tout seul.

Maïs D.C.L. est là !

DECOUVERTE ET CULTURE... Loisirs est une association sans but lucratif, fille de Mai 68 et du PSU ; elle a pour but, non pas de vendre du soleil et du sable fin, mais d'élaborer en groupes des séjours à la fois de détente et de rencontres militantes. Ce dosage est le principe de base et, en quelque sorte, la raison d'être de l'association.

Depuis huit ans, malgré les difficultés, D.C.L. tient sa gageure. Après une année de militantisme, on comprend les camarades qui en ont « ras le bol » des discussions théoriques, des collages, des diffusions... etc. Mais les vacances, ce n'est pas nécessairement une retraite individuelle. D.C.L. propose, à tous les prix, des séjours partout où il se passe quelque chose dans la recherche du socialisme dans le monde et en France selon la formule : « VIVRE ACTIVEMENT ET COLLECTIVEMENT SES VACANCES ».

Il n'est pas possible de détailler ici le programme pour l'été 1975 ; mais il est important de savoir no-

tamment que D.C.L. a prévu pour le Portugal différents types de séjours, mettant en place un service de car (Paris-Lisbonne) à bon marché. Des rencontres sont organisées mais sont aussi à organiser par tous les candidats. Ici le travail n'est pas mâché, il ne s'agit pas de vacances prêtes à consommer ; toutes les initiatives peuvent et doivent être prises.

Nous irons également cette année en CHINE, au PEROU, en ALBANIE, en PALESTINE, après les succès des voyages de l'an passé. Mais si vous avez envie de rester dans l'Hexagone sans pour autant refuser des vacances « actives et collectives », D.C.L. vous propose la HAUTE-PROVENCE à Cheval, la CORSE à pied, un mas dans les CEVENNES, et une maison au PAYS BASQUE.

D.C.L. édite un bulletin de liaison, « L'HEURE DES BRASIER » (1) dans lequel tous les voyages sont expliqués en détail. Ce bulletin sert également de lien entre tous les adhérents et permet de coordonner les activités de l'association : rapports sur les voyages, montages diapo, collectif d'animation, conférences...

D.C.L. est ouverte, non seulement aux militants du PSU, mais à tous ceux — organisés ou non — qui partagent cette conception des vacances.

D.C.L. est donc une organisation de masse qui requiert la participation aux voyages et aux tâches d'organisation et d'élaboration de tous ceux qui sont concernés et notamment des camarades du PSU.

B.P. ■

(1) « L'HEURE DES BRASIER » est disponible au siège de D.C.L. 94 rue Notre-Dame-des-Champs 75006 PARIS. Tel. 325.00.09 et 633.77.78. On peut également le demander aux Fédés du PSU.

Nos camarades trotskystes vendent leur presse moins cher (2 F pour Lutte Ouvrière) et paient, en revanche, des cotisations plus fortes que les nôtres. Ne pourrions-nous pas, nous aussi, chercher dans cette voie ? Une chose est certaine : TS se vendrait mieux et le lien serait plus facile à établir dans nos diffusions.

Jean-Marie ALLAIN -
Maubeuge-59164 ■

● sectarisme et mépris

Pourquoi polémiquer à propos d'une lettre du camarade R.M. concernant une publicité pour Sexpol ? Ce camarade a eu raison de donner son avis qui est partagé par plusieurs. La lettre du camarade Bertrand (75018 PARIS) tendrait à mettre en doute le socialisme de ceux qui pensent que TS a mieux à faire que de donner dans la littérature genre

Sexpol. Les termes mêmes de la lettre du camarade Bertrand sont empreints de sectarisme et de mépris ce qui est fort déplaisant, abstraction faite de son contenu...

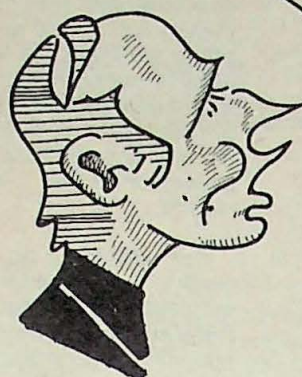
A part cela, TS se présente bien. Courage...

Paul GRUNWALD

— 57000 METZ ■

TS ne « donne » pas dans la « littérature genre Sexpol ». Il n'a pas fait non plus de « publicité » à cette revue : il a simplement signalé qu'elle existait et informé en quelques lignes de son contenu. Nous proposons pour notre part que la « polémique » en reste là, ne serait-ce que pour éviter à Sexpol de continuer à en faire des gorges chaudes...
Ph. M. ■

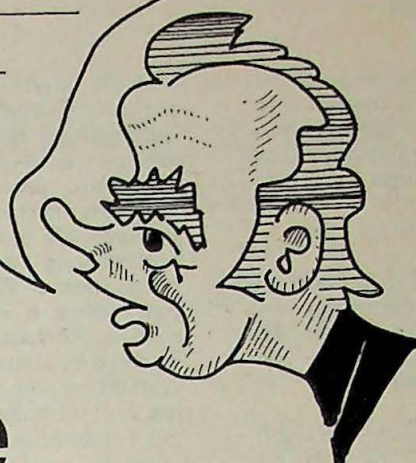
Reprise des discussions P.S. - P.C.



PAROU.

après la convention
nationale du P.S.

l'héritage



La dernière Convention nationale du Parti socialiste confirme les constatations que l'on avait pu faire au Congrès de Pau. Pour tous ceux qui voulaient croire à une rénovation profonde du PS, à l'abandon de l'idéologie et de la pratique de la social-démocratie, le démenti est formel. C'est François Mitterrand lui-même qui s'est chargé de l'administrer. Il a tenu à réassumer tout l'héritage de la scission de Tours (« où Léon Blum avait raison ») jusqu'aux pratiques de la social-démocratie dans l'entre-deux guerres et à son insertion dans le camp américain de la guerre froide en 1947.

Il justifie les choix de la social-démocratie par la façon dont « se construisait le communisme ». Ainsi, selon François Mitterrand, le stalinisme devrait nécessairement conduire ceux qui se réclament du socialisme à la collaboration avec la bourgeoisie et avec l'impérialisme. Singulière « dialectique de la désunion » dont on voit bien qu'elle tend à légitimer par avance tous les abandons, car la fin du stalinisme n'est apparemment pas pour demain.

En fait, le propos du premier secrétaire du PS étaient aussi à usage interne. Contre la tendance dont il qualifie les thèses de « pot-pourri gauchocommuniste », il importe de regrouper toutes les forces, et le recours à l'héritage de la SFIO reste — dans ce parti — le ciment idéologique le plus solide: commençons par affirmer la validité de la tradition social-démocrate, après quoi on pourra parler d'autogestion.

Les camarades du CERES ont donc été la cible principale de cette Convention, après avoir été celle du Comité directeur. Rien ne leur aura été épargné, du blâme public à la dérision, en passant par la dissolution d'un organisme des Jeunes-SES où ils jouaient encore un rôle dirigeant. Tout indique qu'une âpre lutte est engagée pour saper les positions que le CERES a pu conserver au sein du PS, après son éviction du secrétariat. Ce qui nous importe, ce n'est pas la bataille d'appareils — bataille dont l'issue n'est pas douteuse — mais le fait que des militants qui pourraient contribuer au développement d'une véritable force révolutionnaire pour l'autogestion se trouvent ainsi provisoirement paralysés. Pour éviter ce blocage, nous devons tout faire pour multiplier avec eux les liens et les terrains d'action commune.

la cible principale

L'autre cible de la Convention, ce devait être le PCF, à qui le rapport de Lionel Jospin devait poser des questions décisives. Il s'en est bien gardé. Ce ne fut qu'un plaidoyer défensif. Est-ce l'effet du voyage à Moscou ? Aucun des problèmes fondamentaux qui se posent au mouvement ouvrier, tel que celui du stalinisme, de la véritable nature des régimes de l'Est, de la conception du pouvoir socialiste n'a été abordé.

La Convention débouche sur une demande de rencontres « au plus haut niveau » entre les signataires du pro-

gramme commun pour rechercher « les moyens de l'approfondissement de l'union et des actions communes ». Cette prochaine rencontre au sommet va-t-elle recréer une dynamique unitaire ? Chacun des deux partis s'empresse de proclamer qu'il poursuivra ses actions propres. On voit mal comment cette résolution pourrait se concilier avec le développement d'une lutte commune.

Mais surtout, à s'enfermer dans la référence au programme commun, ils sont incapables de présenter une véritable alternative politique. Lionel Jospin pose en définitive une seule question réelle au PCF : êtes-vous d'accord pour accéder au pouvoir avec les socialistes, sur la base d'un programme de cinq ans, dans le cadre des institutions actuelles « c'est-à-dire quel que soit le président de la République » ?

Ainsi l'on en reste à la perspective électorale, pour l'horizon 78, comme si rien ne s'était passé depuis 1972, ni la crise ni le développement du chômage, et parallèlement, celui de l'initiative des masses, remettant en cause fondamentalement le système actuel, dans toute une série de luttes dans l'entreprise, comme dans d'autres domaines de la vie sociale.

C'est la multiplication et la coordination de ces initiatives qui doit conduire à un mouvement d'ensemble capable de dépasser les limites présentes de l'union de la gauche aux plans de l'action, du programme et des perspectives politiques.

Victor LEDUC ■



Fête du P.S.U.

7 - 8 juin
Meudon

C. NOUGARO et BADEN-POWEL - M. LEFORESTIER - C. MAGNY - J. HIGELIN - B. LAVILLIERS - H. TACHAN.

J.P. VERDIER - T. REBULL - José ALFONSO - Toto BISSAINTHE - CLAIRE - Mohamed AMMAM -

Maïté IDRIN - C. ANTONINI - C. ANDREU - Y. SAGEL - VANIA -

Festival de la Chanson Inconnue. F. LEA - DOUBY.

THEATRE - Théâtre de l'ECUME
Théâtre INDIEN : Troupe EARTH
MOTHER THEATER - Ballet du MALI - « SOIF » par la Compagnie POUMILESCO.

Groupe folklorique de travailleurs africains...

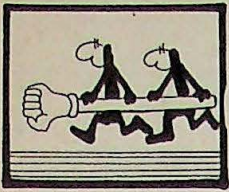
WAC - HELDON - MALICORNE - Quarteto CEDRON - KARAXU - CASTELHEMIS - PULSAR - MASS-DEVIA...

Animation par le collectif RITA-GALFOUL

Animation enfants par le Théâtre du SOLEIL

nombreux bars et restaurants

BAL POPULAIRE avec Roger MASON



Giscard : la relance... du chômage

Le 23 avril dernier, le président de la République a annoncé six séries de mesures « techniques » destinées à « développer notre équipement productif » :

Les plus importantes sont :

- 1) Un prêt de 1,250 milliard de francs destiné aux entreprises nationalisées et dont l'EDF pompera la plus grande partie pour son programme nucléaire ;
- 2) Un emprunt groupé de 5 milliards de francs, garanti par l'Etat : cet emprunt permettra d'offrir des prêts à des conditions très avantageuses (1) aux entreprises qui « augmenteront leurs capacités de production » ;
- 3) Une déduction fiscale de 10 % sur la TVA pour l'achat de certains biens d'équipement : cette mesure coûtera plus de deux milliards de francs au Trésor ;
- 4) Un programme supplémentaire de 4,2 milliards de francs pour le développement des télécommunications ;

un bluff

L'ardoise s'élève à 15,5 milliards de francs. Elle est supérieure de plus de 5 milliards aux prévisions les plus optimistes du CNPF.

Le président de la République a soigneusement veillé à désamorcer le caractère provocant pour la classe ouvrière de ce catalogue de décisions. Le fait que les entreprises nationalisées figurent en tête de liste des heureux bénéficiaires de la manne gouvernementale n'est pas le fait du hasard. Cette concession aux défenseurs du programme commun est autant publicitaire que dérisoire : elle est symbolique de la manière dont le secteur étatisé peut être digéré par les intérêts bien compris du grand capital. De plus, plutôt que de détacher le profit comme l'avait déjà fait M. Debré en 1966, Giscard joue au niveau de la TVA. Enfin, suprême atout, il déclare avec assurance que privilégier l'investissement productif, c'est en réalité créer deux fois de l'emploi.

Par-delà l'esbrouffe du président ce programme constitue un véritable défi lancé à la classe ouvrière. Son objet fondamental n'est pas de réduire le chômage. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les conclusions des commissions qui ont été chargées de bâcler en deux mois la préparation du Ville plan.

Les conclusions auxquelles parviennent ces commissions, notamment au sujet de la « valeur ajoutée de l'investissement productif et de la productivité du travail par branche », permettent de mieux appréhender la stratégie que, patiemment, le pouvoir

met en œuvre depuis plusieurs mois. Il s'agit de « développer les industries à haute valeur ajoutée par actif et à technologie moderne, par opposition aux secteurs moins modernes, de technologie plus banale, moins bien placés sur le terrain de la concurrence internationale et peu aptes à satisfaire la demande d'équipement des pays sous-développés ». Un tel constat se passe de commentaires tant l'objectif du redéploiement industriel est clair. Le commissaire au Plan, Jean Ripert, n'est pas moins précis quand il déclare dans une interview à *Entreprise* que « ce qui importe aujourd'hui que nous sommes entrés dans une période historique de restructuration mondiale, c'est d'étudier — même si tout n'est pas prévisible — les actions qui doivent être menées dans une conception stratégique ».

Nous n'avons cessé de souligner dans ces mêmes colonnes que le tandem Giscard-Chirac, loin de pratiquer une politique au fil de l'eau, s'employait depuis près d'un an à restructurer l'industrie française dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail. Rappelons-nous : après l'élection présidentielle, tout le monde s'attend à un affrontement en règle entre le pouvoir et les travailleurs unis derrière la bannière flambante des « 49 % » de la gauche.

le prix à payer

Mais, intelligemment, Giscard commence son règne par des mesures libérales (droit de vote à 18 ans, loi relative à l'avortement) et Fourcade ne s'attaque pas tout de suite ouvertement à la classe ouvrière : le refroidissement de l'automne et son cortège d'augmentations d'impôts frappent principalement les entreprises et les hauts revenus (tout au moins ceux qui sont bien connus, c'est-à-dire ceux des cadres supérieurs). Alors, le patronat vitupère, Malterre fait rire en menaçant de descendre dans la rue.

Quant à la gauche, enfermée dans la logique d'un programme qui ne remet aucunement en cause les structures du capitalisme, structures qui précisément ont suscité la crise, elle voit Giscard lui brouter l'herbe de ses propres plates-bandes. La politique de « refroidissement » est une première étape qui permet de régler leur compte aux « canards boiteux », c'est-à-dire d'assurer l'hégémonie de la grande bourgeoisie sur la petite. L'étape d'aujourd'hui est celle de la mise en place de structures industrielles nouvelles qui permettront de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit dans les branches traditionnelles telles que le textile ou la métallurgie. Les 15,5 milliards de Giscard sont en réalité le prix que le pouvoir a

décidé de payer pour mettre en œuvre ces productions nouvelles (2).

En d'autres termes, le résultat recherché par le pouvoir va directement à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière et des salariés : de moins en moins de travail dans les branches classiques même si leur activité est socialement indispensable, peu de travail supplémentaire dans les industries nouvelles.

Prenons l'exemple de l'industrie électronucléaire. Contrairement à ce qu'affirment les responsables gouvernementaux dans leurs déclarations publiques, le « tout au nucléaire » n'est pas synonyme de nombreux emplois. Les spécialistes du Plan avouent que « l'effet le plus notable de la réalisation de centrales sera dû à l'impact socio-

économique du chantier (en moyenne 1 000 emplois sur place pendant les dix ans que dure la construction des quatre tranches d'un site) ». En d'autres termes, aucun d'effet d'entraînement n'est à escompter de la présence d'une centrale nucléaire.

Par ailleurs, il ne faut pas attendre une multiplication des emplois dans l'industrie électronucléaire. Nous devons montrer que, dans une optique de restructuration industrielle, le nucléaire constitue un facteur d'aggravation du chômage. Il en va de même pour le téléphone. Les multinationales sont déjà sur les rangs pour se partager le gâteau. Pour Claude Echegaray, PDG de la filiale française LMT d'ITT, l'extension du téléphone devrait permettre à son système E 11 automatisé de trouver enfin la place qu'il mérite dans le réseau français ».

une porte de sortie

Le pouvoir ne s'arrêtera pas en chemin ; il utilisera au besoin la force comme tout récemment à Dunkerque pour briser la résistance ouvrière.

Face à une telle attaque, il est indispensable de regrouper nos forces, de trouver les défauts de la cuirasse que forge lentement et inexorablement, le grand capital et de contrer l'adversaire sur le terrain qui lui est le plus défavorable. Ce terrain, c'est celui du chômage total et partiel, ainsi que de la baisse du niveau de vie. Il s'agit de couper la route à une restructuration cohérente du capitalisme. C'est le sens donné par le PSU à l'arrêt du programme nucléaire français. Obtenir l'arrêt de ce programme, c'est empêcher le capitalisme de trouver une porte de sortie à la crise.

C'est, enfin, adopter une attitude résolument offensive contre le chômage et l'austérité. On est loin de la soupe électorale de 1978. Il sera alors trop tard. Dans l'immédiat, les sidérurgistes de Dunkerque nous montrent la voie : la lutte contre le chômage partiel et total est notre tâche politique fondamentale de la période actuelle. L'incantation des versets du programme commun n'y changera rien. Le capitalisme y gagnera simplement un nouveau souffle. Simplement... si l'on peut dire.

Michel ETIENNE ■

(1) Durée de 15 ans, taux de 8,5 % et différé d'amortissement (de remboursement) de 5 ans.

(2) Certains économistes parlent dès à présent de « charges du redéploiement » (cf. *Le Monde* du 29 avril 1975) pour caractériser ce type nouveau d'investissements « productifs ».



 Grande journée « portes ouvertes » à l'usine Teppaz de Craponne, le dimanche 27 avril. Des chanteurs, du théâtre, des marionnettes... et surtout la première vente publique d'électrophones fabriqués par les grévistes. Après cinq semaines d'occupation les Teppaz ont repris l'offensive.

La foule se pressait aux séances de montage montrant différents aspects de la lutte, à la visite de la boîte, à la buvette. Les appareils ont été vendus en priorité aux travailleurs des entreprises de la région qui mènent des actions pour sauvegarder leur emploi. Des salariés des chèques postaux, de Rhône-Poulenc, d'Amtec-France, etc., ont défilé au micro pour expliquer leurs luttes tout en achetant des électrophones.

une soi-disant coopérative ouvrière

Le pouvoir, après bien des tergiversations, n'offre d'autre proposition qu'une soi-disant « coopérative ouvrière » : mais celle-ci ne peut se constituer sans un apport financier demandé aux... travailleurs de Teppaz eux-mêmes. Comme s'ils étaient responsables de la faillite ! D'ailleurs, la mise en route de la coopérative ne réglerait rien puisqu'elle signifie seulement l'emploi de 89 personnes dans un premier temps, de 99 dans un second. Seul l'ancien personnel d'encadrement serait intégralement réembauché, sous la direction des mêmes individus qui ont conduit Teppaz à la faillite.

Cette « solution » est activement soutenue par le ministère de l'Industrie, la préfecture... et une section FO créée à l'extérieur de l'entreprise durant la lutte par les cadres promoteurs de la coopérative et naturellement opposés à l'occupation et au combat des travailleurs de Teppaz.

En fait, la « solution coopérative » n'est qu'une phase transitoire à l'absorption pure et simple de Teppaz par un grand trust de l'électronique. Thomson est sur les rangs. Il aurait déjà proposé d'acheter l'affaire en y conservant un emploi sur les deux cent trente.

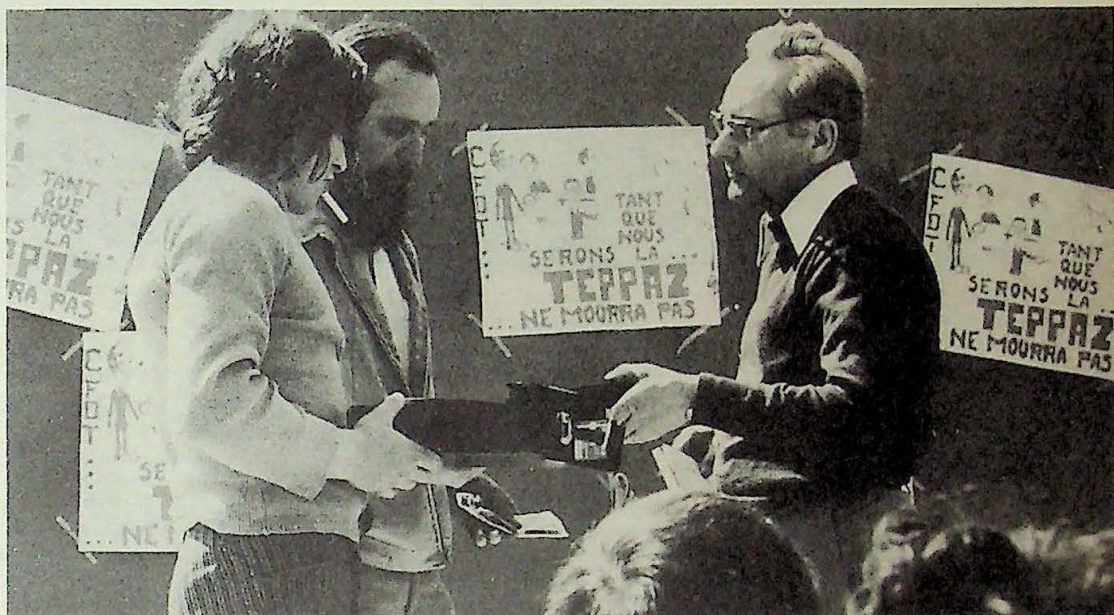
Mais, aujourd'hui, tous ces beaux projets se heurtent à un obstacle non négligeable : la volonté des travailleurs de Teppaz.

En grande majorité d'origine paysanne, souvent très jeunes (un quart des effectifs a moins de 21 ans, 60 % moins de 25 ans), composés de femmes à 60 %, les Teppaz ont, pour beaucoup d'entre eux, une formation acquise dans les lycées techniques. A cause de leur statut de jeune, on ne leur confiait dans l'entreprise que des postes inférieurs à leur qualification réelle. Aujourd'hui, ils n'acceptent pas de se retrouver au chômage par la faute de ceux qui étaient censés posséder une formation supérieure, une compétence justifiant leurs responsabilités.

Dès le 17 mars, une AG décide l'occupation. Elle s'organise à l'initiative de la CFDT de manière à associer le maximum d'ouvriers à l'action. Un comité d'occupation, composé de syndiqués et de non syndiqués, est élu en AG. Six commissions de travail se mettent en place avec plus d'une dizaine de personnes pour chacune d'entre elles. Une équipe de surveillance est en place pour assumer les problèmes de sécurité.

A Teppaz On fabrique, on vend... on fait la fête !

Mais comment obtenir un réel mouvement de soutien dans une région peu industrialisée, résidentielle (ouest lyonnais) ? L'AG des Teppaz a pris l'initiative d'un comité de soutien regroupant toutes les organisations politiques, syndicales et culturelles, toutes les per-



sonnes désireuses de soutenir leur lutte, dans le respect des décisions du comité d'occupation. Le comité de soutien a, d'ores et déjà, à son actif sa participation à l'organisation de la journée « portes ouvertes ».

L'apport des Lip

« La lutte des travailleurs de Teppaz se déroule dans des conditions différentes de celle des LIP, mais nous bénéficions de l'apport des camarades de LIP à l'expérience du mouvement ouvrier » déclarait un gréviste lors de la conférence de presse du 24 avril.

La lutte des LIP, en effet, a marqué une étape importante dans l'histoire du mouve-

ment ouvrier. Elle a montré que les délégations aux pouvoirs publics, les occupations passives ne pouvaient suffire à imposer un rapport de force suffisant pour obtenir la victoire contre les licenciements. Elle a montré que, seule, l'offensive des travailleurs s'attaquant pratiquement aux fondements du système capitaliste (propriété privée) pouvait créer ce rapport de force en permettant l'unification et le soutien de toutes les victimes du capitalisme (jeunes, femmes, paysans...).

C'est dans cette voie — qui montre l'actualité de la stratégie du contrôle et de l'autogestion — que s'engagent les travailleurs de Teppaz par leurs moyens d'action et leurs formes d'organisation. Les ouvriers d'Everwear (Saint-Quentin) et de Buda (Toulon) font de même.

C'est pourquoi la fédération du Rhône du PSU s'est engagée dès le début dans le comité de soutien et prend toute sa part dans la popularisation, les collectes et toutes les activités susceptibles d'aider les travailleurs de Teppaz. La popularisation de la lutte doit passer;

en effet, par la multiplication d'initiatives basées sur la vente de la production. C'est ainsi que plusieurs ventes sont organisées à la sortie des entreprises de Lyon. Mais le comité de soutien (surtout l'UL-CFDT et le PS) s'est montré réticent en vers cette extension des ventes.

Gérard FELDMANN ■

Courrier à adresser à la section CFDT-Teppaz - Bourse du Travail - Salle 13, place Guichard - Lyon ou Teppaz, 15, avenue E. Millaud 69290 - Craponne.

Soutien financier : SLIM-CFDT - soutien Teppaz - CCP 217-67 Lyon.

P.S.U. - Documentation

Numéros disponibles :
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00

N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile 1.50
N° 51 Le recrutement 1.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00

N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation 4.00
N° 70.71.72 coopération du néo-colonialisme 4.00
N° 75.76.77 Le P.S.U. Dossier d'Accueil 400
N° 78.79 Sur la Question Agraire 300
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL

en lutte 600
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 200
Abonnement : 20 N° F 30.00
A adresser à :
Editions Syros
9, Rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris



Une cité de transit au quotidien

(mépris des femmes, répression sexuelle des adolescents) survient, maintenues par les chefs de famille qui exercent une surveillance constante sur la communauté reconstituée là. Des jeunes garçons avaient construit des cabanes de bois sur le terrain vague à côté des logements. Les pères les accusèrent d'y voir des filles. Il y a quinze jours les cabanes ont été brûlées. On n'a jamais su si c'étaient les enfants ou les parents qui avaient craqué l'allumette.

Les jeunes vivent très mal le biculturalisme et le déséquilibre permanent de la non-intégration. A quatorze ans beaucoup deviennent manœuvres. Ils sont vite devenus les points de mire des flics, les boucs émissaires de tous les vols accomplis dans le secteur. Le 19 février dernier, huit gosses de 11 et 12 ans ont été embarqués manu militari après des perquisitions à 7 heures du matin dans les appartements. Un flic disait au commissariat à un animateur : « chez eux, ça pue » ! ou « on les a pas insultés, de toute façon, ils ne comprennent pas le français ».

Ces fouilles et ratonnades sont fréquentes. La seule intervention de l'extérieur dans ce monde clos, c'est le flic. Le garde chargé de ramasser le montant des loyers est bien sûr un ex-militaire qui ne songe qu'à « mater ces sales jeunes ». Bien souvent, tout écart, toute condamnation conduit à l'expulsion vers l'Algérie où la plupart ne sont jamais allés.

« Manger les flics à la sauce piquante »

Les pères travaillent pour la plupart en trois-huit dans les usines de Colombes, Nanterre, Bérons... Les femmes aussi souffrent. Mères de cinq ou six enfants, elles sont considérées comme des « putains » si elles s'habillent à l'occidentale ou si elles sortent de la cité pour d'autres raisons que pour aller chercher les gosses à l'école ou faire des courses. Elles sont aux fenêtres, regardant les plus petits jouer sur un rachitique toboggan et un minable tas de sable. Une petite salle, prévue normalement par la SONACOTRA pour avoir une fonction d'accueil et de service social, est devenue lieu de prières. Un monde renaît là, clos, hermétique, traditionnel. Sur la porte d'entrée du local de réunion, mal orthographié, un slogan écrit par un gosse « nous sommes des fedayins », et plus loin, « nous mangerons les flics à la sauce piquante » !

La cité se prépare pour le repas du dimanche. Un marchand vend des poulets vivants. Les hommes assemblés les achètent pour le repas du dimanche, les égorgent avec des couteaux et se surveillent pour rire des plus malhabiles. La sauce sera certainement piquante pour ces poulets-là. Les enfants de la cité, eux, sont encore loin de pouvoir réaliser leurs rêves de liberté.

Yves SPARFEL ■



« Ici », me dit un garçon de 14 ans sous une cabane construite avec des blocs de bétons et des tôles rouillées, « on voit pas beaucoup de Français. Si ! le gars des allocations familiales, les agents d'assurance et les flics bien sûr ! »

La cité de transit de la rue du Havre à Nanterre ne figure pas sur les cartes communales. Mille immigrés y vivent pourtant dans 180 logements construits par la SONACOTRA. Quatre immeubles de cinq étages, aux couleurs gaies certes (orange, bleu, blanc), mais aux murs minces (de la tôle ondulée recouverte de panneaux de plâtre qu'on traverse aisément si on y donne un coup de poing) sont plantés sur un terrain vague.

une situation idyllique

Ce terrain vague a une situation idyllique pour celui qui ne veut pas voir que des gens vivent là : il est au bout de la commune de Nanterre, coincé entre l'autoroute A 10, le pont de Bezons, la Seine, la zone industrielle de Nanterre et l'usine d'incinération d'ordures. La première école est à 25 minutes à pied, le premier commerce de l'autre côté de l'autoroute. Quelques accidents sont là pour rappeler que le piéton algérien ou marocain qui rentre dans la cité de transit prend un risque.

Ils venaient du bidonville de Nanterre. Chaban, il y a trois ans, l'a fait raser : aujourd'hui on y trouve l'orgueilleuse préfecture de Nanterre. Il a fallu reloger près de 1 000 familles. On a donc fait les cités de transit puisque la municipalité communiste de Nanterre ne pouvait les reloger en HLM et que, comme le déclaraient les élus communistes en 1971 : « ce sont toujours les municipalités communistes qui ont à assumer les charges de la présence des immigrés dans la banlieue parisienne ». C'est donc sur des terrains appartenant au département qu'ont été parquées les familles.

Elles devaient y rester deux ans au maximum pour « se préparer » à habiter dans des logements normaux. Mais bien sûr avec la crise du logement, le racisme ambiant, les légendes sur les Algériens « sales et qui mettent les moutons dans les baignoires », le transit se prolonge.

Et ça coûte cher !

Des bâtiments sommairement construits, pas d'école proche, pas de voies d'accès réellement aménagées, des tuyauteries qui explosent en plein hiver, aucun équipement à proximité, de la boue, des grillages tout autour, voilà le ghetto. Oui mais diront les bonnes âmes, ils doivent pas payer cher ! Détrompez-vous ! Plus moches, plus petits que les plus moches et les plus petits

HLM, les logements coûtent cher quand même. Il y a une cinquantaine de F4 et de F5. Loyer 420 F et 460 F par mois (augmentation de 15 % par an). L'eau chaude et l'électricité en doublent le montant. La dimension des appartements par rapport au coefficient d'occupation défie très souvent toutes les normes définies par les organismes officiels (comme la Caisse d'Allocations familiales).

cité de transit = ghetto

Rue du Havre les Algériens et les Marocains ont dû mener une lutte d'un an pour pouvoir (dans la mesure des places disponibles) envoyer leurs enfants dans les écoles de Nanterre (surtout pour les maternelles). La cité ne faisait partie d'aucun district scolaire puisqu'aucune commune n'en revendiquait l'existence sur son territoire ! Or à la cité il y a 70 % de jeunes ayant moins de 20 ans.

Les enfants vivent en permanence l'échec scolaire, la répression des flics mais aussi des enseignants, le sentiment de l'impossibilité de vivre en France (alors que la plupart y sont nés). 50 ont l'âge d'être en CM 2 : 6 ou 7 seulement y sont parvenus.

Dans cette cité, le soir, un vieil homme dans une grande djellabah blanche fait l'appel à la prière. Les valeurs les plus traditionnelles de la culture d'origine

La mort de Laïd Moussa :

une « exécution politique »

par Pierre GUYOTAT

■ Mohamed Laïd Moussa a été exécuté le 18 mars. Un mois après, le commissaire Pelbois, fournisseur de vingt mois Laïd en préventive, fonctionnaire dont la presse a souligné l'ignominieux parti pris dans sa déposition au procès d'Aix, ce même Pelbois, immédiatement chargé de l'enquête sur l'assassinat de Laïd, tient ferme sa table de tabassage.

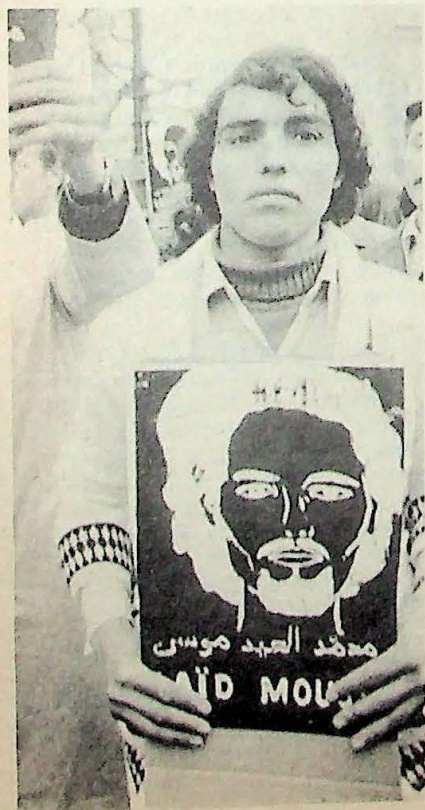
Pelbois couvre ses indicateurs. Qui couvre Pelbois ? Qui, aux plus hauts degrés de l'Etat, couvre ce commissaire de quartier qui, depuis deux ans, s'amuse avec ce corps, avec ce nom : Mohamed Laïd Moussa ? Il faut bien que ce Pelbois soit un personnage important — c'est-à-dire qu'il en sache, qu'il en fasse plus que ne peut en savoir et en faire tout autre fonctionnaire de son grade — pour que son supérieur suprême, Poniatowski, sitôt connue la mort de Laïd, précipite la besogne de son lointain subordonné en déclarant qu'il s'agit d'un « assassinat raciste ».

Le plus intolérable encore, c'est l'attentisme des grands partis et dirigeants de la gauche : on attaque jour après jour Poniatowski, la violence, l'arbitraire, l'absurdité meurtrière de ses opérations, mais on reste suspendu aux conclusions, aux « trouvailles » de l'un de ses plus « douteux » subordonnés.

Pourquoi ? Parce que la complexité politique du ramassis meurtrier qui a préparé, dès avant le procès sans doute, cet « à bout portant » qui rappelle ceux de l'OAS, confrontée à cette force de résistance politique dont la biographie, le discours et le corps de Laïd étaient chargés, cette confrontation, c'en est trop pour ces corps constitués de l'« opposition »... laissons la droite, l'extrême droite, Pelbois, « Minute », les « gauchistes », les avocats et défenseurs menacés de mort... laissons tous ces gens « douteux » avec leur cadavre « douteux ».

Nous préparons une première riposte au silence de l'enquête officielle et à celui des grands partis de gauche qui le cautionnent. D'autres interventions se préparent, d'autres initiatives sont prises dont quelques-unes sont déjà publiques. Que toutes celles et tous ceux qui ont compris que cet assassinat est une exécution politique sachent qu'ils ne se sont pas trompés.

Appel pour la constitution d'un comité vérité Mohamed Laïd Moussa



Les soussignés, révoltés par l'exécution dont Mohamed Laïd Moussa a été victime le 19 mars 1975, s'étonnent de la lenteur de l'enquête, prennent acte des propos récents du commissaire Pelbois qui a déclaré : « Si effectivement le crime est d'origine raciste, l'arrestation de l'assassin est très improbable », et demandent qu'il soit dessaisi de l'enquête. Ils protestent contre toute manœuvre tendant à imposer à l'opinion une vue réduite de cette exécution, s'indignent que les menaces de mort dont font l'objet défenseurs et amis de Mohamed Laïd Moussa puissent être arrivées par une presse d'extrême droite au racisme meurtrier, et s'associent enfin à toutes démarches et contre-enquêtes entreprises pour démasquer les véritables auteurs de cette exécution, que le ministre de l'Intérieur a lui-même qualifiée « d'assassinat raciste ».

* Adressez vos signatures à :
Stéphane Bordier - 19, quai de Bourbon, 75004 Paris -
Tél. : 033-69-71.

Usinor-Dunkerque

après les sourires, la matraque



- 250 F par mois immédiats !
- paiement intégral des jours chômés.

■ Usinor-Dunkerque, l'un des « fleurons » de la sidérurgie française, connaît un rude conflit. Un de plus. L'an passé, à peu près à pareille époque, les travailleurs luttèrent pendant près de trois semaines pour obtenir de meilleures conditions de travail, plus de sécurité dans cette usine aux soixante-quinze morts. Cette fois ils ont engagé la lutte contre le chômage, parce qu'ils estiment que, contrairement à ce que prétend la direction, ça n'est pas une fatalité de voir amputer son pouvoir d'achat.

Voici cinq à six mois, l'usine tournait à plein rendement. Cadences, heures supplémentaires, dégradation de la machine et des hommes et super-bénéfices pour les patrons. Et puis soudain, « la crise ». A la mi-mars, unilatéralement, la direction du trust décide d'organiser le chômage conjoncturel cinq jours par mois. Principalement dans les secteurs de production de tôles fines. La tôle forte, destinée notamment à l'industrie nucléaire, se comporte beaucoup mieux que celle destinée à l'automobile.

Résultat : après des mois et des mois de production sauvage, les ouvriers voient leur fiche de paye amputée de 200 F mensuels. Ce qui est loin d'être négligeable lorsqu'on sait que le salaire d'un O S à Usinor « ça n'est pas le Pérou ».

Le lundi 27 avril après discussions et vote, les aciéristes décident de se mettre en grève et d'occuper les lieux. Dame, certains jours, on les obligeait à assurer 22 coulées au lieu des 15 ou 16 habituelles, et le lendemain, c'était la mise au chômage. Toujours le désordre et l'anarchie capitaliste.

Deux revendications donc : paiement à 100 % des heures chômées et meilleure répartition de la production de manière à supprimer le chômage. Or, quatre jours plus tard, après avoir obtenu gain de cause auprès de la justice bourgeoise (les jugements en faveur des patrons ça ne traîne pas), la direction fait appel à Poniatowski, sous prétexte que six mélangeurs sont remplis de fonte et que personne n'est là pour les basculer. En fait — les travailleurs l'ont prouvé — aucun risque pour ces mélangeurs qui ne jouent d'ailleurs que le rôle d'unité de stockage. En matière de protection de l'outil de travail, les sidérurgistes n'ont pas de leçons à recevoir d'une direction qui brade les machines par une production forcénée.

Mais le prétexte est trop beau pour faire charger les C R S, ce qui fut donc fait le lendemain du 1er mai. Bilan : un blessé chez les ouvriers. Aussitôt quelques cadres et agents de maîtrise basculent les mé-

langeurs absolument intacts. Après quoi les forces de l'ordre quittent l'usine le dimanche après-midi.

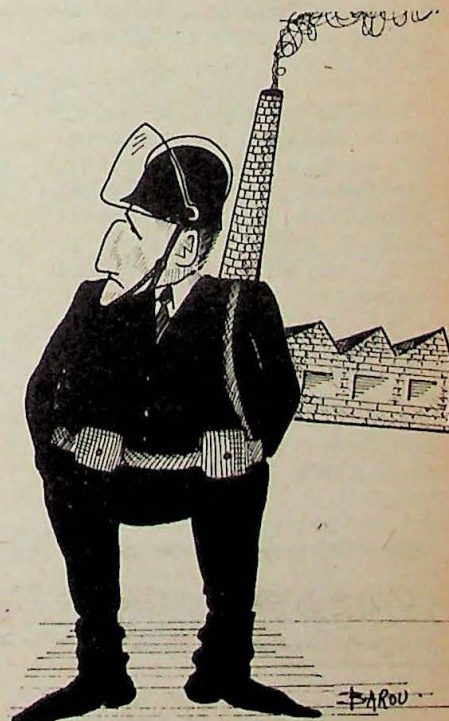
Depuis, C.F.D.T. et C.G.T. ont appelé le personnel à la grève générale. Lundi matin, à l'occupation policière, les travailleurs répliquent par le blocage des accès de l'usine et l'occupation des bureaux patronaux. Au tour de la direction d'être mise à pied.

Après le récent passage de Chirac à Dunkerque et les bonnes paroles qu'il prononça, les travailleurs d'Usinor Dunkerque se sont aperçus que le masque de la société libérale recouvrait le vrai visage de ce régime. Celui d'un Etat policier qui, une semaine auparavant, avait déjà fait donner ses C R S contre les opposants à la centrale nucléaire de Gravelines. Après les sourires, la matraque.

Pour les sidérurgistes, le chômage comme les accidents de travail, les cadences, la répression anti-syndicale, les atteintes au pouvoir d'achat, ne sont plus une fatalité. Il est possible de mener la lutte même quand la grève semble pouvoir servir pendant quelque temps les intérêts d'un patron qui programme et organise le chômage. Parce que, cette fois, ce sont les travailleurs qui ont l'initiative, qui refusent de subir, qui s'organisent pour mener l'offensive.

Mais il est vrai que l'issue victorieuse de cette lutte dépendra dans une large part de la mobilisation populaire qui pourra se réaliser à Dunkerque comme dans l'ensemble des usines du trust. Les 40 000 travailleurs d'Usinor, tous les sidérurgistes sont directement concernés par la lutte de leurs camarades de Dunkerque.

Pierre JANSEN ■



Quelles seraient les principales conséquences de l'abandon du programme nucléaire actuel.

1) **Les alternatives technologiques** (énergie solaire, géothermie, éoliennes, etc.). La commission a commencé par faire la même constatation que les participants qui, la veille, étudiaient les risques du nucléaire : les « experts » eux-mêmes, sur un tel sujet, savent à fois beaucoup et peu.

Certes, on sait que l'énergie solaire est d'ores et déjà applicable pour le chauffage domestique. On sait que la géothermie est déjà utilisable en France et systématiquement boycottée. On sait que des éoliennes seraient rentables. On sait qu'on pourrait encore réaliser maints équipements hydrauliques. On sait qu'on pourrait réouvrir des mines et recourir un jour à la gazéification.

Mais on connaît mal l'importance de l'énergie qui pourrait ainsi être produite et les conditions économiques de cette production : où l'on constate, encore une fois, l'irresponsabilité d'un pouvoir qui n'a jamais sérieusement effectué cet inventaire.

D'ailleurs il s'agit ici plus que d'un inventaire. Il s'agit d'orienter la recherche scientifique. Faut-il rappeler qu'en 1975 la France consacrera 99 % de ses dépenses

de recherche dans le domaine de l'énergie au seul nucléaire contre 1 % aux autres sources d'énergie auxquelles, au même moment, les USA consacreront d'énormes crédits de recherche ? Qu'arrivera-t-il si, comme on peut le craindre (ou l'espérer ?), le programme nucléaire échoue ? Et pendant ce temps le chômage sévit parmi les chercheurs ! Alors ? Où sont ici les responsables et les irresponsables ?

2) **Les incidences sur la croissance et sur l'emploi.** Le raisonnement de l'EDF et du gouvernement est le suivant : pas de plein emploi sans croissance ; pas de croissance sans augmentation de l'énergie disponible ; en l'absence d'autre alternative, pas d'accroissement d'énergie sans recours au nucléaire. Conclusion : pas de plein emploi sans recours au nucléaire.

Or ce raisonnement n'est vrai que dans le cadre du système capitaliste. Il est vrai qu'un blocage énergétique (ne serait-ce que par un moratoire) impliquera un freinage de la fuite en avant : mais peut-on appeler « croissance » cette fuite en avant qui n'a pour moteur que la production de valeurs d'échange et qui n'a pour but que l'accumulation du capital et l'exploitation accrue des travailleurs ? Qu'est-ce que cette « croissance » sinon l'absurde

accélération d'un gaspillage généralisé ?

Au demeurant que signifie cette pseudo évidence selon laquelle le plein emploi serait le résultat bénéfique de la croissance ? Qui plus est : de la croissance énergétique ? Pourquoi le plein emploi exigerait-il dans 25 ans que chaque Français (sera-ce « chaque » Français ?) consomme quatre fois plus d'énergie qu'aujourd'hui ? Tout ceci n'a de sens (ou plutôt : de non-sens) que dans un système où chaque entreprise est, sous peine de mort, condamnée à vaincre (donc à s'accroître) ou à mourir. C'est ce système en tant que tel qui exige la fuite en avant. C'est précisément lui qu'il s'agit de supprimer.

Telle est, finalement, la question DURE posée par le refus du nucléaire : rien moins que le changement de société. C'est ce qui a été envisagé dans la troisième commission.

3) **Nationalisation, planification et autogestion de l'énergie.** Le premier sentiment qui s'est exprimé ici, c'est une grande désillusion devant l'EDF. Nationalisée, certes ! Pourtant certains ont proposé de l'appeler EDF-Westinghouse. D'autres ont dénoncé sa formidable prétention : prétention de nous imposer (sous prétexte de prévision) notre taux

Colloque « n... »

Les vraies irresponsabilités

Le samedi 3 mai (après la manifestation d'Avignon) environ 300 réunis sur le thème du précédent numéro de TS a discuté le samedi soir où il s'agissait de discuter le programme nucléaire actuel. Le gouvernement s'acharnera demain matin, l'hypothèse de l'abandon d'un tel programme.

de consommation énergétique à venir ; prétention de rationaliser l'ensemble de l'énergie française ; prétention de relancer et de restructurer l'industrie, etc. D'autres ont dénoncé cette

La semaine antinucléaire

● Gravelines (Nord) : 3 000 « utopistes » face aux CRS

Nous étions au moins 3 000 à Gravelines (Nord) le 26 avril. Ce n'est pas mal si l'on songe que l'an dernier nous n'étions que 150. Lentement mais sûrement, ça vient, et le rassemblement de samedi et dimanche aura grandement fait avancer les choses.

L'affaire commença sur la place de Gravelines par une représentation du théâtre de l'« Utopie » : cinq clowns qui font rire et en un quart d'heure, mettent en pièces la société du plastique, de la publicité, du fric, des flics et... de l'énergie nucléaire.

Après ce fut la longue marche : cinq kilomètres à pied sur une petite route coupant les blés en herbe. Au bout du chemin, les grillages de la centrale et — en arrière plan — les cuves géantes de la BP et les hauts-fourneaux d'Usinor... De quoi rêver. Le commissaire s'avance pour parlementer : « Nous ne sommes que douze », dit-il. Nous savons à quoi nous en tenir, aussi ne perdons-nous pas de temps. Les grillages sont vite défoncés et tout le monde se retrouve à l'intérieur face aux CRS.

On a gagné : on chante, on danse, on dit pourquoi on est là. Les



CRS sont à deux pas, qu'importe, on a montré la légalité du peuple face à la « légalité » du pouvoir qui méprise assez la loi pour faire une centrale sans permis de construire. Le théâtre de l'« Utopie » remet ça : c'est la joie.

Echarpe en baudrier, le maire de Grande-Synthe vient dire qu'il est avec nous. Ça fait un peu rétro, mais sympa. D'autant plus sympa qu'il est du CERES et que — du PS — on a vu personne, surtout pas Denvers, le leader du fief, député, président du Conseil général du Nord, qui avec sa femme, maire de

Gravelines, s'est révélé le meilleur défenseur de la centrale.

Au bout d'une heure, on vote pour le retour à Gravelines. Tous les trophées de la victoire (grillages, panneaux) sont déposés sur les marches de la mairie. La soirée se termine par un bal et un feu d'artifice.

On a recommencé le dimanche avec une assemblée sur la place. Pour la première fois la population gravelinoise a participé au débat. Et ce n'est qu'un début...

Fabrice CLEMENT ■

● Gard :

il n'y a pas que l'atome...

Une manifestation a eu lieu à Aramon (Gard) pour imposer à EDF que la centrale en cours de construction soit conçue et aménagée pour éviter la pollution. La centrale fonctionnera au fuel, mais — si les aménagements nécessaires, ne sont pas mis en place — elle sera très polluante dans un rayon de plus de 20 km.

Cette manifestation, organisée par les comités écologiques d'Avignon et de Nîmes, était soutenue par les fédés PSU. Plusieurs élus de gauche lui ont apporté leur soutien, dont les deux adjoints et le conseiller municipal PSU de Nîmes. Plus de 500 manifestants étaient là, dont certains venus en vélo depuis Avignon. Une petite fête, un bal sur la place du village ont clôturé la manif.

Correspondance ■

cléaire politique »

is sables

et le dimanche 4, nous étions
le Nucléaire et politique. Le
du compte des travaux du
tudier les conséquences du
ent engagé au cas où l'EDF et
nt à le maintenir. Le lende-
il était, au contraire, celle de

technocratie calculatrice condui-
sant à imposer de gigantesques
unités de production savamment
interconnectées et contrôlées par
ordinateurs... ce qui a pour effet
d'exclure toute décentralisation

énergétique, et même toute pro-
duction dans de petites unités lo-
cales. Devant cette sorte d'abus
de pouvoir, certains en sont ve-
nus à réclamer la démission de la
direction actuelle d'EDF : il faut
exiger que la gestion d'EDF, en
particulier sa politique d'investis-
sement et de tarification, (arbi-
trage entre Pechiney et chacun
de nous !) donne lieu à un vérita-
ble débat public.

On s'est alors posé des ques-
tions plus théoriques : liaison en-
tre formes d'énergie et mode de
production ? Une société « éco-
logique » est-elle condamnée à
un profil énergétique bas ? Et fi-
nalement : **le socialisme doit-il
nécessairement être anti-
nucléaire ?** Et certains de répon-
dre : OUI. D'autres ont alors ap-
porté une précision essentielle :
**OUI, dans l'état actuel de nos
connaissances**, tant que les ris-
ques afférents au nucléaire ne
sont pas techniquement dominés
de façon absolue. Sinon : régime
policier, technocratie, etc, etc.

Au terme de cette recherche, il
semble qu'on puisse schématiser
les conclusions de la façon sui-
vante.

Une constatation : nous
sommes brusquement confron-
tés à une question nouvelle et
dure face à laquelle il est mani-
feste qu'une réflexion politique
sérieuse est à peine entreprise.

Ça n'a d'ailleurs rien d'étonnant :
d'un côté l'EDF, le gouvernement
et leurs supporters mettent tout
en œuvre pour stopper toute in-
formation qui pourrait susciter
une telle réflexion, d'un autre
côté la gauche traditionnelle ou
bien s'enferme dans l'idéologie
scientiste du siècle dernier (de la
bonne science + des nationalisa-
tions et tout ira bien !), ou bien
évitte comme la peste un sujet
dont elle ne pourrait tolérer les
implications révolutionnaires.
Cette nouveauté, ce manque d'in-
formation, cette paralysie expli-
quent pour une grande part les
insuffisances de notre colloque.
Mais en même temps elles lui
confèrent un certain caractère
exemplaire : celui d'une initiative
qu'il importe maintenant d'élargir
au maximum.

à propos du moratoire

Pour les uns, ce qui est en
cause ce sont d'une part la struc-
ture de la décision et, d'autre part,
le caractère incroyablement mas-
sif du programme ainsi hâtive-
ment décidé. Il s'agirait alors
d'arrêter ce programme pour ob-
tenir un délai indispensable et
cela dans un double but : in-
former en vue d'une décision véri-
tablement démocratique ; effec-
tuer les indispensables recher-
ches sur les technologies alterna-
tives et sur les économies possi-
bles d'énergie.

Pour d'autres, le moratoire si-
gnifie : NON au nucléaire dans
l'état actuel de la science et de la
technologie. Il s'agirait alors d'at-
tendre, avant de mettre éventuel-
lement le paquet, d'en savoir plus
dans le domaine nucléaire.

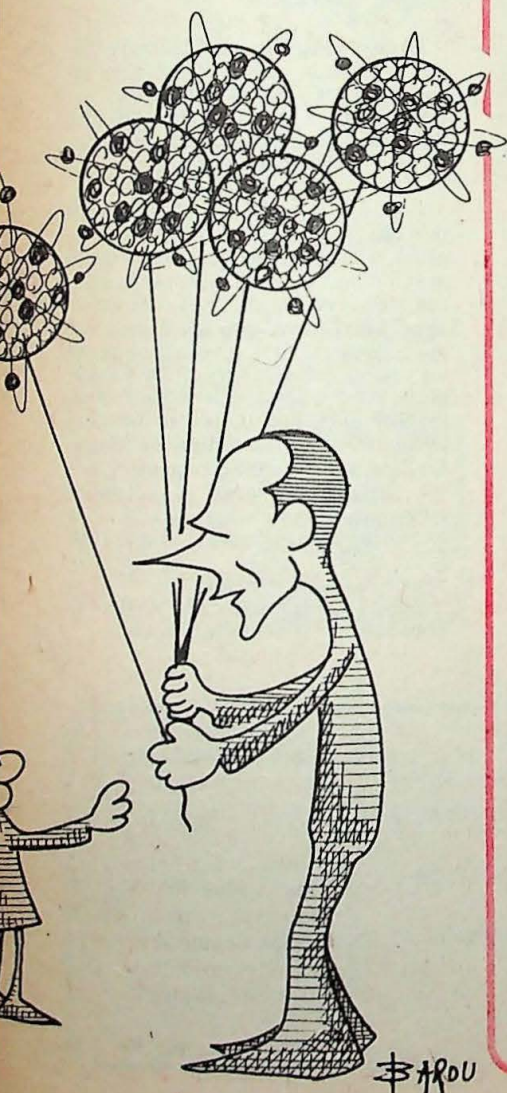
D'autres étaient visiblement
plus catégoriques. On en sait
d'ores et déjà assez pour
conclure qu'il faut, dès au-
jourd'hui, dire définitivement
NON à l'énergie nucléaire.

En fait, dans l'immédiat, ces
positions aboutissent à la même
décision concrète : arrêter coûte
que coûte le programme actuel. Il
va certes de soi qu'une telle déci-
sion comporte des conséquences
considérables aux niveaux éco-
nomique, social et politique.
C'est vrai et il faut en débattre ;
mais nous serons de toute façon
acculés à ces conséquences
étant donné le peu de crédibilité
du programme gouvernemental
donc on peut raisonnablement
présumer l'échec.

Alors, dans ces conditions,
quels sont ceux qui se compor-
tent de façon véritablement res-
ponsable ? Il suffirait d'écouter
les camarades d'Alsace, de
Braud, d'Erdeven, d'Allemagne et
d'Angleterre pour entendre la ré-
ponse : les vrais « responsa-
bles » ne sont pas du côté de
l'EDF ni du gouvernement...

Philippe ROQUEPLO ■

léaire en province



● Champagne : une manif à vélo

Deux cents manifestants ont ré-
pondu à l'appel lancé par les sections
de Vitry-le-François, Châlons-sur-
Marne, Saint-Dizier et Reims du co-
mité antinucléaire champenois ; ils
ont défilé à vélo dans les rues de
Vitry-le-François avant de se rendre à
un pique-nique organisé à Cheppes-
la-Prairie, lieu d'implantation projeté
d'une centrale nucléaire, dont les tra-
vaux de construction pourraient
commencer dans moins de deux ans.

Cette manifestation s'est inscrite
dans le cadre de l'unité populaire
puisque le comité qui avait dès le dé-
but reçu le soutien actif de la fédéra-
tion de la Marne du PS, ainsi que de
l'APF de Vitry, a également reçu le
soutien de la section de Thiéblemont
du PCF qui a lancé un communiqué
avec le groupe PSU de Pargny-sur-
Saulx, appelant les travailleurs à sou-
tenir le CAC et à se rendre à la mani-
festation à vélo.

Cette manifestation a clos la se-
maine nationale d'action anti-
nucléaire durant laquelle les soirées
folk avaient été organisées à la MJC
de Vitry-le-François avec projection de
diapos sur l'énergie solaire. A
Châlons-sur-Marne, le CAC a orga-
nisé une exposition antinucléaire et
projeté le film « La Bombe ». Sur
Reims, la section du CAC qui vient
tout juste de naître projette déjà de
réaliser « 6 heures contre le nu-
cléaire ».

Dans la Champagne, le CAC ne
chôme pas, et il n'a pourtant que

quelques mois... Quelques mois au
cours desquels plusieurs réunions
d'informations devaient être réali-
sées : la première à l'Hôtel de Ville de
Vitry-le-François, au mois de janvier,
où 500 personnes étaient présentes ;
la deuxième, deux mois plus tard, à la
Salle des fêtes avec la participation de
Philippe Lebreton (700 à 800 person-

nes). Puis ce furent des réunions dé-
centralisées dans les petits villages
autour de Cheppes la Prairie...

Mais le CAC doit encore redoubler
« d'énergie », car les premiers tra-
vaux de prospection des terrains ris-
quent de commencer au mois de
juin... J. S. ■

Trois journées anti- nucléaires à Saclay

*Le nucléaire, c'est propre, mais ça tue ! Alors quelle énergie voulons-nous ?
Voulez-vous ?*

*Nous avons répondu en 1973, déjà, avec les journées de Bièvres que vous
connaissiez. Etant donné qu'actuellement les tenants du nucléaire mettent les
bouchées doubles, il nous semble urgent de refaire le point sur les énergies non
polluantes, crédibles et localement disponibles.*

*Pendant les trois jours de la Pentecôte (les 17, 18 et 19 mai, à ORSAY), nous
allons faire des exposés, organiser des débats, présenter des projets et des réalisa-
tions, sur ces différentes énergies.*

*Et pour que vous soyez tout à fait contents de venir, il va y avoir aussi du
spectacle : Peter Brook, Fontet Val... seront là ! Tous les spécialistes des questions
d'énergie solaire, éolienne et géothermique, seront les bienvenus. Les réalisateurs
aussi bien sûr.*

*La participation pour ces trois jours est de 30 francs (repas non compris). Pour
vous inscrire, écrivez à Annick DOURDOU, 31, avenue des Cottages - 92340
Bourg-la-Reine.*

Il est urgent de venir. Vous ne croyez pas ?

Le GROUPE DE TRAVAIL HELIOTECHNIQUE ■



Après le congrès du MARC :

la lutte contre le corporatisme

Depuis plusieurs jours des affiches interpellaient les étudiants de la faculté de Nanterre ; « **Quels moyens pour un mouvement syndical de masses en lien avec les travailleurs** » ? C'était l'annonce de la tenue du congrès du MARC les 3 et 4 mai derniers. Le mouvement d'action et de recherche critique fête en même temps sa sixième année et son sixième adhérent...

Venus de Paris et de toutes les grandes villes universitaires, les délégués ont passé ces deux jours à réfléchir aux possibilités de développement d'un réel mouvement de masse à l'Université. Ils ont décidé, à la suite notamment de l'intervention du secrétaire national du SGEN, de s'attaquer en priorité aux conséquences des projets de réforme d'Haby et de Soisson.

Les objectifs que s'est donné le MARC répondent à la fois aux besoins et aux aspirations des étudiants ; mais ils s'inscrivent aussi dans une perspective clairement anticapitaliste. C'est en liant les luttes étudiantes à l'ensemble des luttes populaires que le MARC entend participer à la construction du socialisme autogestionnaire.

On peut interpréter ainsi la participation active du MARC aux négociations pour l'élaboration d'une plate-forme sur l'emploi des jeunes, il y a un mois. Il ne s'agit pas seulement d'affirmer le lien avec les travailleurs en scandant gaiement, dans les manifestations, des slogans sur la solidarité des étudiants et des travailleurs, mais bien de découvrir des terrains de lutte commune sur l'emploi, l'avenir professionnel, les débouchés, la formation permanente etc... Dans leurs interventions, les invités au congrès du MARC ont tous souligné l'importance d'une prise en charge des problèmes de la formation par les travailleurs, qu'il s'agisse du délégué du syndicat de la magistrature ou du délégué de la fédération des métaux de la CFDT.

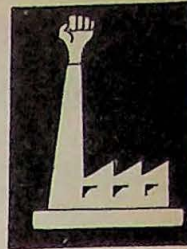
En un an, le MARC a plus que triplé ses effectifs, il s'est implanté dans seize grandes villes universitaires, en particulier dans le nord, le sud-ouest et la région parisienne. C'est un élément jeune : la moyenne d'âge y est de 21 ans et la plupart des militants sont en premier cycle. C'est aussi un mouvement dynamique qui oppose au corporatisme de l'UNEF-Renouveau une pratique étroitement liée au combat des travailleurs ; la présence à son congrès de Faist et Moreau, tous deux membres du bureau national de la CFDT, souligne d'ailleurs l'originalité du MARC, sa volonté d'ouverture.

Dans la motion d'orientation adoptée en fin du congrès, les délégués déclarent notamment qu'ils n'excluent nullement la possibilité d'une organisation plus large, dont le MARC serait un élément moteur. Ils appellent à s'organiser dans un mouvement syndical de masse en lien avec les travailleurs « **tous ceux qui par leur origine sociale, leurs conditions de vie, ou leur devenir professionnel éprouvent le besoin de lutter aux côtés des travailleurs ; tous ceux qui considèrent que l'Université doit être un service public ouvert à tous les moments de la vie quelque soit le bagage scolaire ; à tous ceux enfin qui se reconnaissent dans la perspective du socialisme autogestionnaire** ».

Hélène MATHIEU ■

* TS publiera prochainement une interview du secrétaire national du MARC.

brèves sociales



● Les météo ne sont pas des veaux

C'est le slogan qu'ont scandé 400 personnes lors d'une manifestation, le 29 avril. Les météorologistes faisaient grève, ce jour-là, pour protester contre la décentralisation des services « météo » de la région parisienne. Le gouvernement veut, en effet, transférer 1 400 fonctionnaires et agents de l'Etat vers la banlieue toulousaine. Aucune mesure sociale n'a été prise. 500 femmes se retrouveront sans travail car le ministre n'a pas prévu l'emploi des conjoints, des centaines d'enfants et d'adolescents ne trouveront pas de débouchés dans une région de sous-emploi. Ce transfert — qui n'apportera aucun emploi nouveau à la banlieue toulousaine, mais tout au contraire un nouveau cortège de chômeurs — accentuera l'éclatement de la météorologie nationale au profit du privé. Le coût des services rendus aux usagers en sera augmenté.

● EEUR syndicalistes en justice

Depuis le 18 avril, les ouvriers de l'EEUR (équipement électrique) sont en grève et occupent les locaux de leur usine pour s'opposer à des licenciements. La direction de l'entreprise qui est rattachée au trust CGE, a décidé de réduire l'activité de l'usine de Nîmes et de licencier une partie de son personnel. Le comité d'entreprise a émis un avis défavorable : il n'y a pas de crise dans ce secteur et les carnets de commandes sont même bien remplis.

La direction a réagi en assignant en justice cinq représentants syndicaux CGT. La solidarité s'organise sur le plan de la ville. Les partis de gauche, dont le PSU, la municipalité ont apporté leur soutien.

● Everwear : la fête

Dimanche 27 avril, les ouvrières d'Everwear recevaient leurs amis au cours d'une « fête » organisée par le comité de soutien et qui devait être sim-

plement « leur » fête, au cours de laquelle elles auraient voulu expliquer leur lutte et discuter avec leurs amis de leurs problèmes.

Mais la CGT se désistant, la CFDT a pris la chose en mains, et transformé la fête en « 10 heures pour l'emploi », lui enlevant ainsi tout son cachet initial.

Mises, par la présence de « personnalités syndicales masculines », en complexe d'infériorité, les ouvrières d'Everwear n'ont pas participé activement à cette « fête ». Et ce fut dommage, car c'était pour ces travailleuses une belle occasion de parler avec la population locale.

Quant au déroulement même de la journée nous ne pouvons que souligner la bonne organisation générale et l'ambiance bon enfant qui ne cessa de régner. Beaucoup étaient venus pour passer leur journée de repos, avec leur conjoint et leurs enfants, toute la famille endimanchée ; d'autres pour faire aussi des affaires.

Des débats, des colloques (femmes en particulier), une partie artistique (pièce de théâtre, chants et danses folkloriques), un buffet bien garni et la présence, tout au moins en vastes panneaux de popularisation, des luttes actuelles, ont contribué, sur le plan humain, à la réussite de cette journée.

● 48 heures de grève à la sécurité sociale

L'appel à la grève nationale de 48 heures, les 29 et 30 avril 1975, lancé par les fédérations CFDT-CGT-FO-CFTC et CGC a été suivi par plus de 60 % des agents des organismes de Sécurité Sociale et d'allocations familiales.

Depuis 6 mois l'UNCANSS (Union des caisses nationales de sécurité sociale) et le ministère de tutelle s'opposent à toutes les revendications et refusent les négociations. Les fédérations syndicales ont adopté le 10 avril une plate-forme revendicative commune sur trois points : les salaires (1 700 F minimum, 250 F d'augmentation pour tous), révision immédiate de la classification, amélioration des conditions de travail. La forte participation à la grève constitue un avertissement et démontre qu'après les banques, après les PTT, les agents des caisses sauront se battre pour faire aboutir leurs revendications contre la politique d'austérité, et lutter avec les assurés sociaux pour le contrôle populaire sur la Sécurité Sociale.

librairie éditions Syros

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS,
9, Rue Borromée, 75015 PARIS

L'ETAT PATRON 40,00 F
Philippe Brachet
LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE 30,00 F
Yvan Craipeau
SERVITUDE ET GRANDEUR DU P.S.U. 30,00 F
Edouard Depreux

L'ENFER DES POMPIERS 24,00 F
J.J. Lubrina (journal d'un pompier de Paris)
AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE 8,00 F
Colloque autogestion janvier 1973
CHILI 1970-1973 : UN PEUPLE EN LUTTE 10,00 F
Collectif Chili
CHILI : LES DOCUMENTS DU COMLOT I.T.T. 10,00 F
Jack Anderson
LE « MAI » DES BANQUES 10,00 F
Militants C.F.D.T.

A la 17ème chambre
correctionnelle de Paris :

le procès d'une clinique au-dessus de tout soupçon...

« Mais enfin, Docteur, expliquez-nous ce qui s'est passé... » répétait complaisamment le président de la 17ème chambre correctionnelle à l'adresse du docteur Léger, directeur d'une clinique qui porte son nom à Choisy (Val-de-Marne), qui poursuivait en diffamation Guy Loinger, militant de l'ex-Secours Rouge...

Venus sur les marchés de Choisy et d'Orly en 1972 avec d'autres militants de l'ex-Secours Rouge s'informer sur la façon dont était pratiquée la médecine dans ces communes, Guy Loinger et ses camarades ont retranscrit fidèlement les propos des passants : il ne s'agissait pour lui et ses camarades que de jeter les bases d'une lutte à mener à partir des informations recueillies. Et la parole donnée libère une violence débridée, exprimée parfois de façon maladroite, comme l'a reconnu sans peine Guy Loinger, faisant allusion au ton enflammé de certaines affiches.

un procès accusateur

Mais le procès provoqué par le Dr Léger (poursuivi par ailleurs par plusieurs victimes de sa clinique), est vite devenu accusateur pour lui. Loinger s'est effacé devant cette force arrachée au silence de la crainte :

— cette femme enceinte qui s'est fait dire : « De toute façon, votre petit n'en a plus pour longtemps à vivre, alors laissez le tranquille » ;

— cette autre femme, à laquelle on a refusé des examens préopératoires ;

— cet enfant qui avait avalé du White Spirit et auquel on n'avait pas fait de lavage d'estomac à temps ;

— cette jeune femme venue affirmer qu'on l'a engagée comme garde de nuit, sans exiger d'elle aucune qualification, et qui était même chargée de faire des piqûres ;

— cette malade se plaignant d'avoir dû indiquer elle-même à l'infirmière où se faisait sa piqûre antitétanique (« C'était peut-être une Méridionale qui voulait plaisanter » a commenté finement le président).

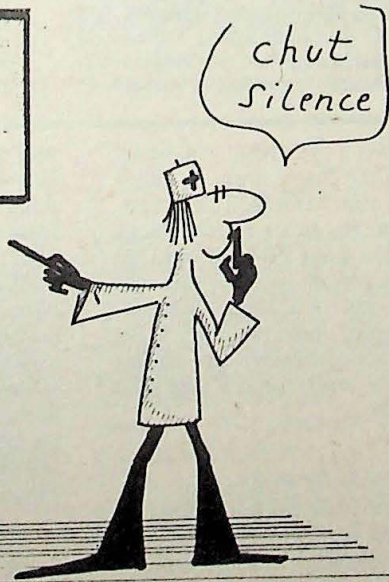
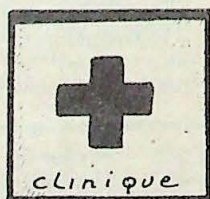
gravité et douleur

Ces témoignages dénonciateurs, finis parfois dans un sanglot, se suffisaient à eux-mêmes. Le président a eu beau, avec un sens aigu du paternalisme et de la manipulation, faire passer le sentiment d'injustice pour de la détresse morale ou le sentiment d'être incompris (« C'est surtout de ne pas être entourée que vous avez dû souffrir... », a-t-il osé dire à un témoin que la maternité Léger avait refusé de délivrer de son enfant mort...), les faits sont là qui répondaient à son insolence.

Négligences graves, parfois fatales, encadrement laissant à désirer : le rapide défilé des témoins favorables au Dr Léger, anciens clients « contents », n'a rien prouvé : en quoi ces exemples feraient-ils taire les autres ? Le déséquilibre a pourtant été flagrant entre la gravité d'une douleur, d'une dénonciation basée sur des faits précis, et ce défilé de gens convoqués pour confirmer au tribunal qu'on ne leur avait pas demandé « d'enveloppe » à la fin de leur séjour.

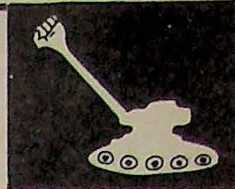
On finissait par se demander qui donc accusait et qui avait diffamé. La brèche était faite dans ce monde du savoir, de la science inaccessible, de l'autorité sans faille qui est censée interdire la question...

G. B. ■



PAROU

Le combat des insoumis



Emprisonné à Gradignan comme Bernard Rémy, Manu Grillet vient d'être condamné par le tribunal des forces armées de Bordeaux à un an de prison. Des députés de gauche, des représentants du PSU et de plusieurs autres organisations ont déposé en sa faveur, comme son camarade Bernard Rémy, cité comme témoin. Pendant le procès, la troupe de théâtre à laquelle appartient Manu Grillet ainsi que plusieurs centaines de militants et sympathisants ont manifesté dans la rue. Nous publions ci-contre un texte concernant Bernard Rémy qui devrait à son tour être jugé bientôt par le TPFA de Bordeaux. Cette pétition signée peut être envoyée à D. Ivernel, 7, rue Antoine Vallon - Paris 75012 qui transmettra.

■ Alors que quatorze organisations viennent de signer un appel contre la juridiction d'exception que représentent les tribunaux militaires, aura lieu prochainement à Bordeaux, après le procès d'Emmanuel Grillet, celui de Bernard Rémy, déserteur amnistié, emprisonné néanmoins pour refus d'obéissance depuis décembre 1974.

Bernard Rémy est militant du PSU, animateur du Groupe d'Information Armée, collaborateur du collectif-armée de « Libération ». Il est l'auteur d'une brochure récente, préfacée par Claude Bourdet, « L'armée contre le mouvement populaire », et de nombreux textes parus ou à paraître. Il se déclare signataire de l'Appel des cents et ne sépare pas son action de la lutte des appelés et des civils contre la militarisation de la société : apparition d'un nouveau service de rensei-

gnement militaire fichant l'opposition comme ennemi intérieur, acquisition d'un réseau de transmission indépendant des PTT, contrôle militaire des tours aériennes civiles, accaparement des terres paysannes, extension d'un quadrillage inhérent à l'arme atomique et à la société nucléaire.

Les soussignés entendent que la voix de Bernard Rémy ne soit pas étouffée par des tribunaux militaires à la fois juge et partie ; ils demandent à leur tour la suppression des juridictions d'exception que sont les TPFA, et la libération de tous les emprisonnés militaires. Ils attirent publiquement l'attention sur les mises en garde que Bernard Rémy a multipliées dans ses écrits et par son action.

j'ai pas tué, j'ai pas volé, Je veux sortir de prison

Personnellement opposé à l'usage des armes, Michel Laffont a demandé le statut d'objecteur de conscience dans les délais légaux le 6 décembre 1972. Le statut lui a été refusé le 26 avril 1973. Les raisons exposées ne sont, paraît-il, pas personnelles ; c'est une lettre stéréotypée.

En effet, Michel Laffont a participé avec d'autres jeunes à « l'opération 20 » : ils avaient envoyé une lettre-type (appelée « la pelle et la pioche ») au ministre des Armées.

Le refus de Michel Laffont est motivé par son profond désir de ne pas servir une armée contraire aux intérêts du peuple, au service d'une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Il ne veut pas s'associer aux crimes contre l'humanité, au mépris le plus total des générations futures, à la poursuite des expériences nucléaires militaires et civiles, du commerce des armes (la France a le troisième rang mondial derrière les USA et l'URSS). Il refuse d'être le citoyen passif et docile que l'armée veut faire de lui.

N'hésitant pas à dénoncer le rôle de briseuse de grève, que joue l'armée contre les travailleurs (éboueurs, transports en commun, PTT...), Michel Laffont reçoit sa feuille de route. Se considérant moralement comme objecteur, il demande à nouveau le statut, refuse de se soumettre et est alors incarcéré à la sinistre prison de Metz le

15 novembre 1973 sous l'inculpation de refus d'obéissance et d'insoumission.

« La justice militaire » s'acharne sur lui. Il devra attendre treize mois avant d'être jugé avec le même cérémonial que celui du procès de Draguignan. Il est condamné à quinze mois de prison. La présence dans la salle d'audience des camarades chalonnais, les actions du CNA, du PSU, de la LCR pour sensibiliser la population chalonaise sur le caractère scandaleux de son emprisonnement et notre solidarité à son combat sont sûrement pour quelque chose dans la peine relativement modeste prononcée par le TPFA de Metz, tristement habitué à distribuer deux ans de prison.

Le 31 décembre, M. Laffont apprend qu'il bénéficie d'une remise de peine de 45 jours. Comme par hasard, les militaires se trouvent là au moment de la levée d'écrou et l'emmènent à Montigny. Mis aux arrêts de rigueur, il refuse toujours de porter l'uniforme. Il est à nouveau emprisonné à Metz Bunnes et réinculpé. Pour le même motif que lors de son premier jugement.

Devant les TPFA, contrairement à ce qui se passe devant les tribunaux civils, les condamnations sont définitives : il n'est pas possible de faire appel. Seul recours possible, le pouvoir en cassation. C'est ce que fit Me Jounes. Cette demande vient d'être rejetée par le Conseil d'Etat.

Guy CORNEC ■

cinéma : un contre-festival du PSU à Cannes



En 1974, pendant le Festival de Cannes, la police intervenait pendant la projection du film *Histoire d'A...* diffusé par le PSU. Depuis, *Histoire d'A* a tourné dans des centaines de groupes féminins et féministes, de MJC, de centres de planning, d'usines en grève.

Nous n'avons cette année programmé aucune répression... ce n'est pas une raison pour cesser d'interroger le cinéma, et vouloir en faire un outil militant. Cette année encore, donc, à l'initiative de la section de Cannes, le PSU organise une semaine du cinéma politique, populaire et militant.

Nous n'avons pas de grandes prétentions. Notre festival n'a rien de sélectif ni de compétitif. On y reverra des films, sortis quelques jours dans des salles spécialisées et parisiennes (*L'ennemi principal*), des films anti-impérialistes (*Kair Kassem*), des films inédits (sur le

Chili, le Portugal, l'Espagne), des films militants sur les luttes des travailleurs, les luttes des femmes, etc.

Un point commun à cette programmation volontairement hétérogène : tous ces films tiennent un discours critique sur l'oppression capitaliste dans tous les domaines de la vie sociale. A aucun, probablement, nous ne pouvons souscrire totalement. Mais tous ouvrent plus ou moins une brèche dans le système capitaliste et son appareil idéologique. Les débats qui suivront (avec des auteurs, des militants, un représentant de l'OLP) aborderont les problèmes politiques évoqués par les films projetés et nous permettront de préciser notre conception du cinéma comme outil militant.

J.-F.H. ■

* Du 12 au 19 mai, au cinéma « Le Lido » de Cannes.

Les 10 et 11 mai aux Halles de la Villette

Politique hebdo

organise une grande fête
de la libre expression
culturelle et politique

THEATRE :

Du Soleil, L'Aquarium, Agit, L'Unité, etc...

CINEMA :

Section S. de Costa Gavras, Plusieurs grandes avant-premières, (Al-lonsanfan - Kafr Kassem - Les jours Gris, et une dizaine d'inédits) etc...

CHANSONS :

François Béranger, Roger Siffer, J.P. Verdier, Brigitte Fontaine, Isabelle Parra, Gilles Servat, etc...

CABARET :

Rufus, Patrick Font, Philippe Val, J. Debronckart, etc...

MIME :

Ph. Pouchain, Yves Riou, A. Vidal.

POP :

EXMAGMA, AMESON, LARD FREE, WAC, etc...

JAZZ :

COHELMEC, Steve LACY, Michel PORTAL, etc...

SPECTACLES POUR ENFANTS

Le Bonhomme Rouge, L'Araignée, Marionnettes du Lapin Noir, etc...

DANSE :

Ballet Poumilesco, etc...

ET LES DEBATS :

Justice - Ecole Armée - Immigrés - Autogestion etc...

La présence de nombreux mouvements en lutte - Méchoui avec les paysans travailleurs.

Théâtre des Amandiers : le journal d'une ouvrière du papier

La Bécane : les travailleurs de la presse et de la papeterie la connaissent bien. C'est cette énorme machine qui crée le papier nécessaire à la fabrication de nos quotidiens ou hebdomadaires préférés, et puis les sacs, emballages, cahiers, tracts, affiches en

tous genres. Aujourd'hui, l'industrie du papier est en crise, les merveilleuses « bécane » menacées, des ouvriers au chômage.

Le Théâtre des Amandiers de Nanterre, avec la participation du Centre

Culturel communal et de militants syndicaux, s'est intéressé au sort des Papeteries de la Seine, entreprise implantée de longue date à Nanterre, qui a connu de nombreuses années de lutte pour le maintien de l'emploi. Michel Raffaeli le metteur en scène et

animateur du « Théâtre Chronique » et un journaliste, Jacques de Bonis, ont réalisé un spectacle intitulé précisément « La Bécane » qui est donné aux Amandiers du 6 au 31 mai. Sous-titre : le journal d'une ouvrière du papier. La Bécane est sur scène... ■

le Cenita : l'animation itinérante sous chapiteau

Répondre aux demandes et aux besoins d'une animation culturelle dans des lieux où se trouvent des animateurs pleins d'idées, de bonne volonté, mais dont le porte-feuille est peu garni ; apporter aux populations isolées, sans structures d'accueil, des spectacles originaux et de qualité ; voilà les idées directrices du Centre itinérant d'Animation (CENITA).

Un spécialiste de la scénographie, Jean Gazançon, deux marionnettistes, Geneviève Vedrenne (animatrice du Théâtre du Manifole) et Marcel Violette (tous deux

animateurs à l'Institut National d'Education Populaire) se sont réunis pour mener à bien cette opération. Un chapiteau de 500 places a été conçu pour être un outil de travail souple et mobile, pouvant se poser sur macadam, ciment, terre battue, pelouse, résolvant ainsi les innombrables problèmes que pose la réservation d'une salle municipale.

Le centre veut être avant tout un « lieu ouvert » sur les réalités de l'animation. Après avoir planté son chapiteau à Jussieu, il est du 5 au 10

mai sur le terrain de l'Auberge de Jeunesse du 3 bd Kellerman à Paris, dans le 13e. Une exposition sur les formes animées, moyen d'expression de l'enfant et de l'adulte ; des marionnettes qui reprennent leur rôle de personnages adultes, conscients et contestataires ; un atelier d'animation pour les plus de 10 ans. Et puis des spectacles : « Le Grenier mystérieux », par le Théâtre du Manifole ; un « Georges Dandin » par le Théâtre sur la Place.

F.C. ■

* CENITA - Tél. 250.32.97.

Giscard au Maroc : La bonne occasion

Après le retour de Giscard de Rabat, TS présente cette semaine une analyse de l'emprise économique de la France sur le Maroc, un pays qui est largement resté sous son « protectorat ». Mais les pérégrinations marocaines du président français ne doivent pas faire oublier que le « triomphe » de Giscard fait aussi partie d'une opération de politique intérieure de la monarchie marocaine. Les vivats ne doivent pas couvrir les cris des prisonniers (la police marocaine vient d'ailleurs de procéder à quinze nouvelles arrestations) c'est pourquoi TS publiera la semaine prochaine des interviews et témoignages des militants de gauche et d'extrême gauche recueillis sur place par Gilbert Hercet.

Giscard se rend en visite au Maroc quelques semaines après Ceyrac, président du CNPF. L'impérialisme français se porte bien au Maroc : exportation de capital, rapatriement du surplus, immigration de main-d'œuvre, tous les éléments y sont. Un schéma par trop classique...

Après l'indépendance en 1956, on a assisté à un recul relatif des intérêts coloniaux français prédominants dans la majorité des secteurs : industrie, agriculture, banques, transports, mines, pêches... Ce recul n'était que la traduction d'une réorganisation des intérêts étrangers qui passent d'une exploitation coloniale directe à une exploitation impérialiste dont le maillon principal est représenté par les banques étrangères. La RFA et surtout les USA ont joué un rôle non négligeable dans cette réorganisation.

Pendant toute cette période, le capitalisme s'est développé dans les campagnes avec la politique des grands barrages. Les firmes étrangères se sont lancées dans le tourisme. Les grandes familles marocaines se sont associées au capital étranger. L'année 1971 a marqué le début d'une situation intérieure confuse (deux tentatives de coups d'Etat, nombreuses grèves, politique de marocanisation) qui laissait dans l'expectative les investisseurs étrangers.

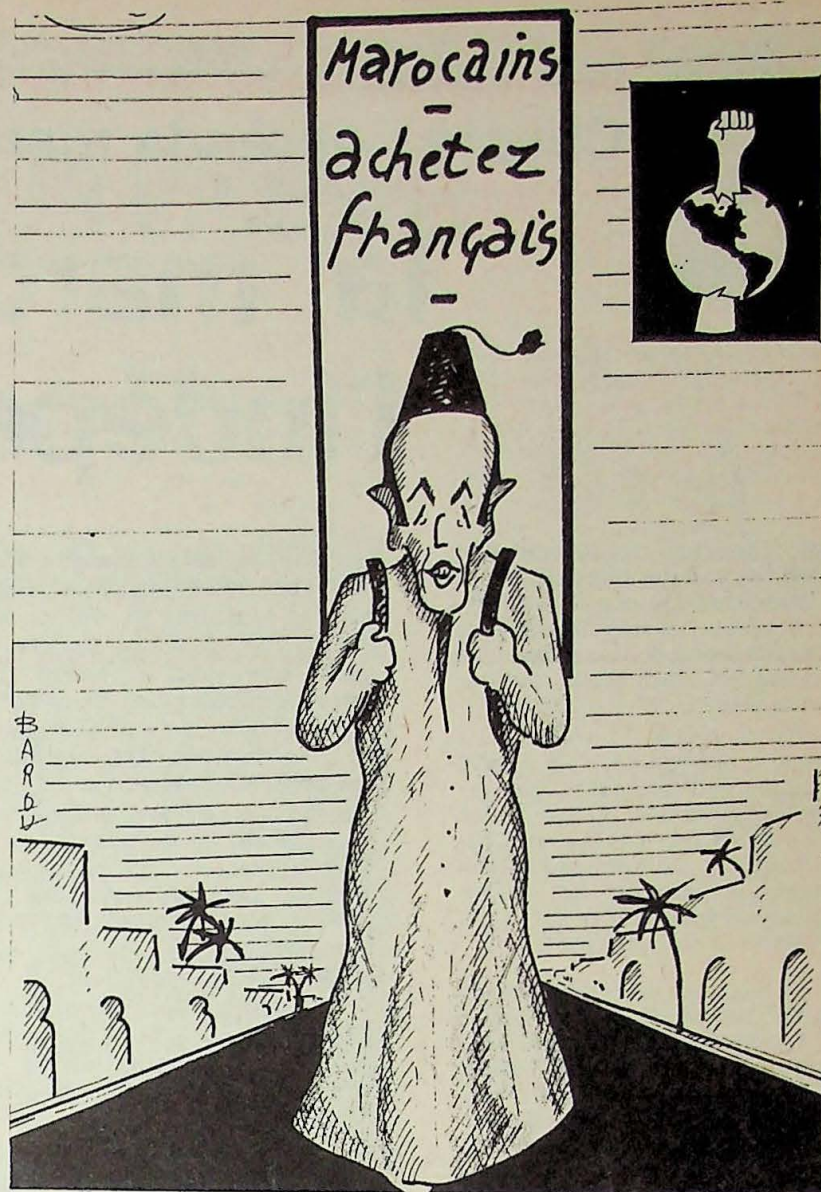
Mais la marocanisation lancée en mars 1973 s'est traduite en fait par un appel aux capitaux étrangers. Cette politique permet de faire disparaître toute une série de petites affaires, vestiges de la colonisation, et se traduit essentiellement par une concentration des intérêts étrangers qui opèrent

désormais par l'intermédiaire des banques et associent de plus en plus les grandes familles marocaines qui renforcent ainsi leur assise économique. Comme dit Hassan, c'est un « socialisme à la marocaine » ! Depuis août 1973, les avantages fiscaux pour les investissements étrangers se sont encore accrus ; de plus, des facilités exorbitantes de crédit ont été offertes par l'Etat, à travers la BNDE, en faveur presque exclusivement des firmes étrangères. Déjà, en 1972, les hommes d'affaires étrangers avouaient amortir leurs investissements en trois ans maximum. De telles facilités permettent une reprise de l'« aide » étrangère, française en particulier, dont le voyage de Giscard n'est qu'un signe.

Les derniers accords, signés en janvier 1975, portent sur une aide de 230 millions de francs, plus 470 millions de francs de crédits privés (1). D'ores et déjà la CGE, qui emploie par milliers de nombreux travailleurs marocains dans ses usines des Câbles de Lyon, a reçu une commande de 150 millions de francs pour relier le Maroc au Sénégal par câble téléphonique. L'Office marocain des chemins de fer a passé ainsi des commandes non négligeables pour l'industrie mécanique française.

Ce dernier accord marque le renouveau de l'intérêt de l'impérialisme français pour le Maroc, à un moment de crise où l'industrie française a besoin d'élargir ses débouchés. Les négociateurs français ont d'ailleurs insisté pour que ces crédits soient effectivement utilisés.

Autre aspect de la domination impérialiste : plus de 200 000 Marocains travaillent aujourd'hui



en France. Ils travaillent surtout dans les usines automobiles, les petites entreprises (nettoyage, manutention), et le bâtiment. Quant à la répression dont ils font l'objet de la part des autorités françaises agissant de concert avec l'Amicale des travailleurs et commerçants marocains (CFT marocaine), la récente expulsion de 47 ouvriers, dont trois arrêtés à leur arrivée au Maroc, n'en est qu'un bien faible témoignage.

La logique du développement économique marocain dans le cadre de l'impérialisme, et en particulier dans le cadre des relations privilégiées avec la France, détermine toute la répression du régime policier marocain. Le développement capitaliste dans ces campagnes avait conduit à toute une série de luttes paysannes dans le moyen Atlas et le Sud, en mars 1973, qui donnèrent lieu à une répression sévère, au ratisage et à la déportation de villa-

ges entiers. La répression, jouant sur les ambiguïtés d'une opposition officielle qui s'institutionnalise, s'abat sur tous les mouvements progressistes.

Mais peu importe un régime de terreur ou de sang. Impérialisme oblige ! Après Bangui et Alger, avant Tunis ou Pretoria — sait-on jamais — Casablanca est bien le signe du renforcement de l'impérialisme français qui accroît encore l'assise de ses intérêts dans le monde au moment même où les cartes se redistribuent entre les différents impérialismes. ■

(1) Ces dernières années les crédits « accordés » par la France au Maroc étaient respectivement :
— en 1969 de 89 millions de francs
— en 1970 de 112 "
— en 1971 de 120 "
— en 1972 de 153 "
— en 1973 de 28 "
et les dons de 49 millions de francs en 1971, autant en 1972.

Espagne : Nouvelle vague de répression

Espagne aujourd'hui : une possible démission de Franco, la crise économique... la bourgeoisie de droite veut relancer l'exploitation capitaliste et l'extrême droite — sentant le pourrissement de la dictature franquiste — réclame une répression accrue. Les forces d'opposition de toute nature se préparent à une éventuelle crise de succession.

Venant du Portugal, le peuple espagnol entend des bruits de révolution, d'élections : cela risque de lui donner des idées ! Du côté des tra-

vailleurs insatisfaits et réprimés après les grèves de fin 1974 et début 1975, la lutte se poursuit : le 16 avril, plus de 10 000 ouvriers travaillant dans le bâtiment ont participé à la grève qui s'est déroulée à Barcelone, et l'ascension de l'opposition ouvrière gagne tout le pays.

Le gouvernement franquiste, sous prétexte de la mort d'un policier, a déclaré l'état d'exception dans les provinces basques de Guipuzcoa et de Vizcaya, ce qui lui permet de déclencher une nouvelle

vague de répression à portée politique en créant un climat d'insécurité et de violence. La police, qui a ainsi carte blanche, organise une véritable chasse à l'homme — de nombreuses arrestations ont été pratiquées contre des militants syndicaux, politiques, ouvriers, prêtres, médecins, avocats... M^{re} Braudis, avocat d'Eva Forest, a été arrêté le 27 avril ; José Luis Gaiburu Medizabal militant de l'ETA, accusé d'avoir participé à l'attentat contre Carrero Blanco, a été arrêté lui aussi.

Contre l'état d'exception, contre la répression franquiste les travailleurs et les militants doivent se solidariser et se mobiliser. Le collectif de soutien à Eva Forest - Duran - Garmandia et à tous les prisonniers politiques en Espagne a édité une brochure à diffuser : passez vos commandes chez Syros. Un film fait par une équipe de travail de l'IDHEC est à la disposition des comités : ciné-lutte, 58, rue des Batignolles, Paris 17e. Le lundi 2 juin à la Mutualité, le collectif organise des forums sur l'Espagne. ■



international

Chypre : après la marche des femmes

la marche vers l'indépendance

▣ Cette marche, tant du point de vue des forces qui l'ont organisée que de son déroulement, est très significative de la situation politique dans l'île et de la phase actuelle que traverse la lutte.

Via le comité, « women walk home », elle est le fait, au départ, des bourgeoises liées au gouvernement Cleridès, souvent des étrangères mariées à des Chypriotes qui pleurent leurs résidences restées aux mains des Turcs, dans les sites enchanteurs de Kyrenia ou Famagouste...

L'objectif de la marche était de faire appliquer la résolution 3212 : ont été invitées des délégations étrangères des seuls pays représentés à l'ONU. Manière très institutionnelle d'internationaliser le problème chypriote !

L'AKEL (1) a laissé délibérément l'initiative à ces dames : il faut bien renforcer la bourgeoisie pour pouvoir s'allier à elle... L'Edek (2) a soutenu l'initiative dès le départ et travaille, à la base, pour que son succès serve de tremplin à la lutte. D'ailleurs, à la dernière minute, le comité organisateur s'est vu contraint d'intégrer les organisations de femmes de l'Edek et de l'Akel afin d'assurer une mobilisation significative.

Une marche de femmes... C'était là, selon les organisatrices, la garantie du caractère pacifique et a-politique de la manifestation, les femmes n'aspirant qu'à retourner dans leurs foyers : exigence naturelle et non pas politique.

Seulement, pour participer à cette action, même dans ce cadre, les femmes ont quitté leurs maisons, leurs villes, leurs villages. Les hommes, seuls, debout, graves, les ont applaudies quand, venant de partout, les innombrables cars se sont acheminés vers Famagouste... Les femmes tenaient le flambeau de la lutte. D'ailleurs, parmi les Chypriotes grecques, l'oratrice la plus acclamée fut celle qui déclara qu'après cette marche, retourner dans les camps signifiait se préparer à retrouver sa maison par d'autres moyens. Plutôt qu'encourager l'attentisme, la marche des femmes et le résultat qui l'a sanctionnée — un refus net de la part de l'occupant turc — ont fait faire à l'ensemble du peuple chypriote l'expérience des limites du pacifisme contre la violence réactionnaire.

Une marche de pleureuses ?... Elle aurait pu l'être à cause de la présence, dans les camps de réfugiés, de 200 000 Chypriotes

Chypre, oubliée, abandonnée à son sort ou plutôt à un sort qui n'est pas le sien mais celui que lui a choisi l'impérialisme US ; la tentative de putsch inspirée par la Junte d'Athènes, suivie par l'invasion turque, a fixé le cours de ce destin, qui serait soi-disant la partition de l'île, sanctionnant la soi-disant incompatibilité des deux communautés chypriotes, grecque et turque, à vivre ensemble.

Ces événements de juillet dernier ont suscité un concert de protestations parmi les « nations civilisées » (entendre les pays capitalistes), s'élevant contre la barbarie de la guerre, le sang versé, les nouveaux camps de réfugiés. Une fois les larmes de crocodile séchées, entre autres, grâce à l'adoption par l'assemblée générale de l'ONU d'une résolution 3212 garantissant le retour des populations dans leurs maisons, le silence retombe, bien que son application soit restée lettre morte.

Mais le peuple chypriote veut briser ce mur du silence. Une voix s'est élevée, celle des femmes qui faisant — appel à la solidarité internationale — ont organisé une marche sur Famagouste, le 20 avril dernier.



grecs sur une population totale pour l'île de 600 000 habitants. Mais, à aucun moment l'émotion profonde ne s'est changée en plainte. Les responsables n'ont pas toujours réussi à imposer un silence, exigé pour raisons de sécurité et par solennité. Les camps aujourd'hui ne sont pas un objet de lamentations mais un véritable enjeu politique.

Un collaborateur de l'ONU déclarait que les huit mois d'existence de ces camps commençaient à peser et qu'il n'était pas question qu'ils durent huit mois de plus : il revient aux Chypriotes grecs d'intégrer leurs malheureux compatriotes. En tous cas, l'ONU, pour sa part, coupera bientôt les subsides afin d'accélérer cette absorption. L'ombre des camps palestiniens plane... C'est bien de cela qu'il s'agit !

L'Edek refuse d'ailleurs très nettement tout processus d'élimination des camps. Les comités de l'Edek et de l'Akel y ont un travail politique qui va de la lecture collective des journaux à l'orga-

nisation de débats en passant par l'entraide au niveau de la vie matérielle. Le déracinement de ces milliers de Chypriotes, entraînant le chômage et une vie précaire après dix années de boom économique dont a bénéficié l'ensemble de la population, crée une situation explosive.

Les camps sont pour la bourgeoisie l'enjeu d'un détournement possible, grâce à l'excitation d'un chauvinisme anti-turc qui hypothèquerait l'issue de la lutte.

En fait, la bourgeoisie est la seule véritable animatrice de ce courant, à grand renfort de propagande du genre « atrocités des descendants d'Attila » ; ce qui se comprend lorsque l'on sait la surexploitation dont était victime la minorité turque chypriote... Mais, dans les usines et les villages, ce ne sont que témoignages sur la bonne entente des deux communautés. Il n'est qu'à signaler la liquidation physique dont ont été l'objet les Chypriotes turcs de gauche qui ont été déportés dans

la zone nord, « libérée » par l'armée turque, pour comprendre la nature du problème.

Face à l'intransigeance du pouvoir turc qui s'est encore confirmée par le tour que prennent les négociations en cours, la bourgeoisie clériddenne ne peut que s'aligner sur la ligne makariste. Ainsi, l'union nationale qui s'effectue, et dont Makarios est encore le symbole, recouvre une réalité, en fait, où le rapport des forces en présence se modifie de jour en jour en faveur des partis ouvriers (Edek - Akel). La bourgeoisie clériddenne voit sa base sociale se rétrécir : elle n'est majoritaire au Parlement que grâce à une auto-restriction que l'Akel a effectuée lors des dernières élec-

tions (afin d'éviter un coup...). L'Akel continue sa politique d'alliance et sa polémique contre l'Edek qui menace son influence (50 % de la population), notamment grâce à son comportement lors de la résistance de juillet.

La lutte sera longue, d'autant plus longue qu'avec la défaite en Indochine, l'impérialisme US gratifiera le Moyen-Orient d'une attention renforcée. Les militants de l'Edek en sont conscients, tout comme il sont conscients que la logique du pouvoir turc est, à terme, l'occupation de l'île ; ils se préparent à une lutte dure et longue. Un membre du Comité Central de l'Edek nous confiait que le travail politique devait se faire avec les Chypriotes turcs et que la seule garantie de l'indépendance de l'île était une Chypre socialiste, multirégionale, multi-ethnique.

Corinne WELGER ■

(1) AKEL : P.C. chypriote créé en 1926.

(2) EDEK : P.S. chypriote créé en 1970.

Vietnam : après la victoire



La victoire des forces révolutionnaires est totale. Dans une situation en évolution rapide, la prise de Saigon est venue parachever la victoire devenue inéluctable devant la paralysie de l'impérialisme américain et le vide du pouvoir à Saigon.

Intronisé par les débris du régime Thieu, sollicité comme dernier recours par les Etats-Unis et la France pour préserver la présence impérialiste au Sud-Vietnam, le général Minh tergiversait devant les conditions du GRP pour une solution politique, alors qu'il héritait d'un réduit saigonien en peau de chagrin devant l'avancée des forces révolutionnaires, d'un réduit saigonien qui sombrait dans la défaite, la panique et le pillage (1). Le G.R.P. à Saigon-Ho Chi Minh Ville, c'est l'aboutissement éclatant d'un combat déterminé, mené trente années durant, et qui a prouvé aux peuples et aux travailleurs du monde entier qu'il est possible de défaire l'impérialisme, sa puissance militaire, politique, financière.

Les bourgeoisies de par le monde sont inquiètes des conséquences de la victoire de la Révolution indochinoise. Elles s'interrogent sur le déclin du chef de file de l'impérialisme. Aux Etats-Unis, les courants favorables à l'isolationnisme se renforcent. Pour autant, il serait hors de la réalité de conclure que le glas a sonné pour l'impérialisme américain.

la « page à tourner »

« L'onde de choc » de la victoire en Indochine fait que, dans la région, la base de repli de l'impérialisme est une ligne de défense Japon-Philippines-Australie. Ce repli dans le Sud-Est asiatique s'ac-

compagne d'une redéfinition des choix stratégiques, et d'un nouveau déploiement (Europe, Moyen-Orient, Afrique australe). Dorénavant, il s'agit de ne voir dans le Vietnam qu'une « longue et douloureuse erreur », qu'une « page à tourner ». Pour Giscard, il s'agit d'oublier la nouvelle défaite de sa diplomatie.

L'embarras devant la modification du « statu quo » introduite par la victoire définitive en Indochine est de même sensible à Pékin et ostensible à Moscou. Elle vient gêner leurs intérêts nationaux respectifs et déranger la détente avec l'impérialisme américain, si triomphalement inaugurée par les voyages de Nixon à Pékin et à Moscou en 1972. Ainsi, Moscou craint tant les retombées sur ses relations avec Washington qu'il en « oublie » de saluer la victoire des révolutionnaires vietnamiens et cambodgiens le 1er mai. Il ne faut pas oublier les pressions qui furent exercées sur la RDVN et le GRP par Pékin et Moscou pour assurer une sortie « honorable » du « bourbier » vietnamien à l'impérialisme américain, pour parvenir aux accords de Paris.

vers le socialisme

Il est également notoire que l'aide des Etats dits socialistes a été moitié moindre que celle de Washington à Thieu. Plus encore, le conflit sino-soviétique a atteint par moments un tel degré que l'acheminement du matériel fut parfois bloqué. Cette réserve de Pékin et de Moscou préjuge aussi les problèmes que rencontreront la RDVN, le gouvernement révolutionnaire du Sud-Vietnam, et le GRUNK pour obtenir l'appui nécessaire à la reconstruction.

Après l'accueil à Saigon, dans la liesse populaire, après le ralliement

de la véritable « troisième composante », le gouvernement révolutionnaire du Sud-Vietnam met en place sa politique de « concorde nationale ». Ainsi, la réunification avec le Nord est annoncée comme devant s'effectuer progressivement, en raison des structures économique-sociales différentes entre le Nord et le Sud.

Mais la volonté affirmée par le gouvernement révolutionnaire de



faire table rase de l'ancien régime, d'éliminer toute séquelle de la domination impérialiste, d'instaurer un pouvoir populaire et d'étendre la réforme agraire — survenant dans la foulée de la victoire révolutionnaire définitive — ouvre la voie au dépassement de la lutte de libération nationale vers le socialisme. Car, comme le disait le programme du PC indochinois, « l'Indochine se développera pour s'engager directement dans la voie socialiste sans passer par l'étape capitaliste ».

La remise en route d'une économie nécessairement paysanne semble devoir s'effectuer sur l'exemple

de la pratique passée du Front de Libération Nationale (FNL) dans les zones libérées, c'est-à-dire d'une réorganisation sociale s'accompagnant d'une décentralisation. Cela n'empêche guère que les déformations bureaucratiques graves ne seront pas absentes, tant en raison des conceptions générales qu'en raison de la situation objective du Vietnam libéré. Témoin en furent les discussions qui eurent lieu en RDVN, dès les lendemains des accords de Paris, à propos des phénomènes de démocratisation.

Tous les problèmes soulevés démontrent que la tâche qui attend les révolutionnaires et le peuple vietnamien est ardue, dans la voie d'un Vietnam réunifié et socialiste, sans doute plus encore dans le chemin des Etats-Unis socialistes d'Indochine.

L'heure est à l'hommage aux révolutionnaires cambodgiens et vietnamiens, au salut enthousiaste à leurs victoires exemplaires. L'heure est sans cesse à l'effort de solidarité.

C. LOUZOUN ■

(1) Rappelons que les intérêts français en Indochine sont les plus importants (plantations, usines de montage, etc...) de tous les pays capitalistes.

SOLIDARITE :

● Union des Vietnamiens en France : M. Dao Van Chau. UVF, 16 rue du Petit Musc - 75004 Paris - CCP. 5 695 90 Paris (indiquer « Solidarité Vietnam »).

● Association Médicale Franco-vietnamienne : 125 av. Maurice Thorez 94200 Ivry-s-Seine - CCP 40-70 Paris

● France-Cambodge : 12 Place Adolphe Chérioux - 75015 Paris (Christiane Bouchet).

la vallée de larmes

Fin avril-début mai : le meilleur feuilleton radio-télévisé de la saison en France. Une vraie vallée de larmes, un drame national poignant, un morceau d'humanité française : l'authentique et pourtant si triste odyssée des six cents « réfugiés-otages » des Khmers rouges à l'ambassade de France à Phnom Penh.

Que n'a-t-on entendu à la TV, sur France-Inter et sur les « périphériques » à propos de ces pauvres Européens privés de tout en terre « jaune » : soins, nourriture, et même l'eau. Sont-ils barbares ! Et maîtrisent-ils la situation ? On laissait prévoir le pire, avec des airs entendus, des petites réflexions en forme de questions ou de points de suspension. Ce régime « rouge » n'allait-il pas les liquider, les affamer, en tout cas les humilier ?

Et puis... Et puis, il sont arrivés à la frontière thaïlandaise, frais et roses, chemise à fleur et médaille de la Vierge à l'air, prêts pour siroter le petit Pernod à Bangkok, le pays « d'Emmanuelle ». Manque de camions pour l'évacuation ; routes défoncées par les bombardements et les pluies torrentielles : voilà l'explication du mystère. Avec un petit détail sur lequel nos « journalistes » en forme de commentateurs ont préféré glisser au plus vite : ces Français-là sont expulsés comme des malpropres, pour avoir trop souri à Lon Nol et n'avoir penché vers le nouveau régime que lorsqu'il n'y avait plus moyen de faire autrement. Il faut savoir choisir à temps, et ne pas se tromper de pleurs.

Ph.M. ■

Nous n'irons pas à Istanbul !

En 1974, les participants à notre circuit turc ont critiqué les étapes trop longues, les temps libres trop brefs.

Alors nos adhérents en 1975 prendront le temps de vivre et de connaître en « se limitant » à la Turquie de l'Est, la moins connue : d'ANKARA aux frontières de l'Iran et de l'URSS. Ils découvriront les petits villages de Cappadoce où la nature elle-même est artiste, et les splendeurs de l'ancienne Arménie. Un voyage rare.

Et aussi : la TUNISIE, la GRECE, l'EGYPTE, la LAPO-NIE, l'INDE, le SENEGAL, BALI...

Et si vous tenez à Istanbul, un autre projet existe...
ARVEL, 12 A, Bd des Brotteaux, 69006 LYON
Tél. (78) 52.56.48

mai à Lisbonne

de notre envoyé spécial

Maurice NAJMAN

Un peuple entier dans la rue. Combien étaient-ils ? 300 000 ? 500 000 ? Ouvriers, paysans, soldats, coudes à coudes.

Le deuxième 1er mai du Portugal libre. Et aussi la première manifestation de rue après les élections. Lisse d'un peuple en marche vers le pouvoir mais aussi démonstration de force des partis ouvriers : le PS parce qu'il est sorti vainqueur des élections, le PC parce qu'il a été défait...

◆ Enthousiasme révolutionnaire des masses et concurrence « partidaira » : voilà les deux aspects de cette grande journée de mobilisation. Dès le matin, des voitures munies de haut-parleurs sillonnent Lisbonne. On vend des drapeaux rouges aux coins des rues. Beaucoup arborent fièrement le sigle de leur parti à la boutonnière. Les principales places sont occupées par des formations « maoïstes ». La place Rocio (imaginez la place de la Concorde, ou de l'Opéra...) est transformée en « place rouge » : expositions, chansons, immenses fresques... Ces mouvements — ils sont au moins dix dont la majorité en voie de regroupement — ont choisi de faire leur propre manifestation sectaire.

Sur les balcons, les familles laissent pendre tout ce qu'elles ont trouvé de rouge : couvertures, draps, serviettes... Partout des distributeurs de tracts. Ceux du PS sont très présents. Le langage de leurs affiches est à gauche : « contrôle ouvrier », « commissions de travailleurs », etc... Il est vrai que des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires ont voté pour « le parti du poing levé » par — comme on dit à Lisbonne — « anti-communisme de gauche ».

la fête des slogans

La grande manifestation est convoquée à 15 heures. Dès 14 heures, les colonnes du PCP et du MDP-CDE occupent les lieux. Des familles venues de la campagne pique-niquent. La foule arrive de toutes parts. Les drapeaux du PS apparaissent. Les slogans fusent : « PS-PS », « PCP-PCP », « socialisme sans social-démocratie ».

Des hélicoptères de l'armée lâchent des œillets rouges et les mots d'ordres unitaires du cortège : « Le peuple est avec le MFA », « Une seule solution : contrôler la production », « Unité syndicale contre le capital », « En avant pour le socialisme »...

A la tête du cortège, symboliquement, prennent place six chars de la 5ème division, le fer de lance du MFA, derrière une ligne de soldats de toutes les armes, ensuite seulement les drapeaux des organisations qui appellent à la manifestation. Le MFA reste la force principale, « au-dessus des partis », la force d'initiative.

Des grappes de manifestants montent sur les chars, fraternisent

avec les militaires, les acclament, leur distribuent des vivres, du vin. Eux répondent en levant le poing : « L'année dernière, ils ne faisaient que le V de la victoire » me dit un camarade.

Beaucoup de soldats dans le cortège (ils avaient quartier libre ce jour-là), des marins surtout. Un groupe scande : « Peuple, ami, le soldat est avec toi ». Un autre : « Socialisme oui ! Militarisme non ! ». La guerre de mots d'ordres continue entre le PC et le PS : « Le PC est le plus fort », « Le PS a gagné, le PS vaincra ». Et pourtant, dans la manifestation, comme pour montrer que l'unité PC-PS est une des conditions de l'avance de la révolution, un groupe de paysans, venus sur une charrette de leur village, agitent deux drapeaux rouges : l'un frappé du sigle PC, l'autre de l'emblème du PS.

Cette unité doit être celle du front ouvrier. Les partis bourgeois « progressistes » n'ont rien à y faire. Le petit cortège du PPD sera exclu de la manifestation aux cris de « le 1er mai n'est pas celui du PPD ».

Lorsque les manifestants arrivent au stade où doit avoir lieu le meeting, celui-ci est déjà plein à moitié. A la tribune doivent prendre place les représentants du gouvernement, de l'intersyndicale, des partis ouvriers (PC, PS, FSP, MES). La veille, de longues négociations avaient été nécessaires pour faire admettre au PS la présence du FSP et du MES. Les militaires étaient pour, par principe ; le PC aussi, pour s'en servir contre Mario Soarès.

le « coup du stade »

C'est là qu'éclatent les incidents que tout le monde maintenant connaît. Savoir ce qui s'est passé exactement est difficile. Le MFA a d'ailleurs mis en place une commission d'enquête. Pour le PS, Mario Soarès aurait été violemment empêché de monter à la tribune par des militants du PC. Pour celui-ci, Soarès aurait décidé lui-même d'organiser cette « provocation ». Il semble que les socialistes voulant entrer en force dans le stade (dont les points « stratégiques » étaient occupés par le PC) aient voulu regrouper leurs forces devant la porte et que ceci aurait créé les bousculades et l'occasion d'une épreuve de force entre les militants PC et PS.

Le lendemain, sur le thème « le PS attaqué ne se tait pas », les socialistes descendent dans la rue. Sur la place centrale encerclée par les

troupes du COPCON, les militants socialistes se regroupent. Ils sont à 18 heures au maximum 10 000. C'est d'abord une confrontation PS-MFA : renforcés par des organisations maoïstes (AOC et PCPML), les manifestants crient « A bas la dictature militaire », « Mort au social-fascisme ! ». Les soldats descendent des camions. Enfin des « responsables » arrivent. Les mots d'ordres changent : « Le PS est avec le MFA », « Le pouvoir aux travailleurs ! », « Socialisme oui ! dictature non ! »...

La manifestation n'est pas une grande victoire, mais elle a montré que le PS était décidé à faire pression sur le gouvernement. La crise qui s'est ouverte est considérée comme grave par le MFA. Certes, le 5 mai au soir, Mario Soarès et Alvaro Cunhal se sont réunis et ont publié un communiqué réaffirmant « la coopération des deux partis dans le cadre de l'alliance du peuple et du MFA ». Mais elle aura de toute façon des conséquences. A la base d'abord, où les rapports entre militants vont se détériorer. Dans le champ syndical ensuite, puisque la loi annoncée le 1er mai par le président de la République, outre qu'elle transforme l'intersyndicale en confédération unique (selon les vœux du PC et de l'extrême gauche), impose dans un délai de trois mois des élections dans toutes les sections. La bataille risque d'être acharnée, le PS voulant, y compris sur ce terrain, montrer sa progression. Sa base étant souvent sensible aux thèmes révolutionnaires, on s'attend à ce que souvent se constituent des listes PS-gauche révolutionnaire contre celles du PC. Dans le PS lui-même, où de nouvelles tendances de gauche se dessinent qui luttent pour l'unité PS-PC sur une base anticapitaliste. Dans le MFA surtout où les tendances

« bonapartistes » peuvent se développer sur la base du rejet de la lutte « partidaira ».

C'est que la distance est grande entre le Portugal de la révolution en marche, celui des occupations autogestionnaires, des commissions de travailleurs, des commissions de soldats, et le Portugal des manœuvres des directions réformistes et stalinienne. Entre le Portugal des cliniques populaires et des usines autogérées, où collaborent fraternellement militants de toutes tendances, et le Portugal des « prises » bureaucratiques de ministères et d'administrations. Ce sont eux qui poussent à la création d'une nouvelle organisation révolutionnaire de masse capable de mener à bien un projet socialiste ni social-démocrate, ni autoritaire et stalinien. Ce sont eux aussi qui viennent dans l'éditorial du dernier numéro de « Movimento » (journal du MFA) d'appeler à la construction « de pouvoirs populaires au niveau local et régional, de quartier, d'usines, dans les campagnes et dans les villes ». Ces jours-ci un dirigeant de la LUAR a lancé un appel dans ce sens, repris dans un grand journal du matin.

La poursuite de la révolution portugaise dépend ainsi d'un ensemble de facteurs en interaction : la généralisation de la formation des structures du double pouvoir, la lutte antihérarchique dans l'armée (ce qu'on appelle au Portugal sa démocratisation), la coordination entre les commissions de travailleurs, d'habitants, de soldats, l'unité des grandes organisations ouvrières. Et pour mener à bien cet immense projet la construction d'une grande formation socialiste révolutionnaire pour l'autogestion est à l'ordre du jour.

Maurice NAJMAN ■

